
PRINCIPALES ACTIVITES PAR SECTEUR

A/ SECTEUR SOUVERAINETE

Au cours de l'année 2012, ce secteur a connu une activité normative importante.

AU TITRE DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Il convient de signaler ce qui suit :

- Fixation de la composition, l'organisation et des modalités de fonctionnement de l'organe national de prévention et de lutte contre la corruption (JO n°8).
- Fixation du régime indemnitaire applicable aux membres du conseil de veille et d'évaluation ainsi que le mode de rémunération des fonctionnaires et agents publics exerçant au sein de l'organe national de prévention et de lutte contre la corruption (JO n°8).
- Mesures de grâce à l'occasion de la journée de la Femme (JO n°15).
- Attribution de la médaille de l'ordre du mérite national au rang de "Ahid" (JO n°18).
- Fin aux fonctions du président du Conseil constitutionnel (JO n°19).
- Fin aux fonctions d'un membre du Gouvernement (JO n°19).
- Désignation du président du Conseil constitutionnel (JO n°19).
- Publication de la composition nominative du Conseil constitutionnel (JO n°19).
- Chargeant le secrétaire général du Gouvernement de l'intérim du ministre de la justice, garde des sceaux (JO n°19).
- Déclaration de deuil national (JO n°22).
- Dénomination de l'aéroport international d'Oran – Es-Senia (JO n°23).
- Attribution de la médaille de l'ordre du mérite national au rang de "Ahid" (JO n°27).
- Fin aux fonctions de membres du Gouvernement (JO n°33).
- Chargeant certains membres du Gouvernement de l'intérim des ministres élus membres de l'Assemblée populaire nationale (JO n°33).
- Mesures de grâce à l'occasion de la commémoration du cinquantième (50^{ème}) anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse (JO n°40).
- Mesures de grâce à l'occasion de la commémoration du cinquantième (50^{ème}) anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse au profit des détenus ayant obtenu des diplômes d'enseignement ou de formation (JO n°40).
- Fin aux fonctions du Premier ministre (JO n°49).
- Nomination du Premier ministre (JO n°49).

- Nomination des membres du Gouvernement (JO n°49).
- Donnant délégation au Premier ministre à l'effet de présider les réunions du Gouvernement (JO n°49).
- Déclaration de deuil national (JO n°54).
- Mesures de grâce à l'occasion de la commémoration du cinquante-huitième (58ème) anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er novembre 1954 (JO n°61).
- Attribution de la médaille de l'ordre du mérite national au rang de "Achir" (JO n°64).
- Convocation du Parlement en ses deux chambres réunies (JO n°65).
- Placement en position d'activité auprès de la Présidence de la République de certains corps spécifiques relevant de l'administration chargée des transmissions nationales (JO n°36).
- Placement en position d'activité auprès du centre des archives nationales de certains corps spécifiques relevant du ministère de la culture (JO n°37).

AU TITRE DU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

- Fixation des modalités d'organisation et de déroulement des concours, examens et tests professionnels au sein des institutions et administrations publiques (JO n°26).
- Renouvellement de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de la direction générale de la fonction publique (JO n°36).

AU TITRE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Il convient de signaler ce qui suit :

- Désignation d'un membre du Conseil constitutionnel (JO n°13).
- Publication de la composition nominative du Conseil constitutionnel (JO n°13).
- Proclamation des résultats de l'élection des membres de l'Assemblée Populaire Nationale (JO n°32).
- Contrôle de la conformité de la loi organique relative au régime électoral, à la Constitution (JO n°1).
- Contrôle de la conformité de la loi organique fixant les cas d'incompatibilité avec le mandat parlementaire, à la Constitution (JO n°1).
- Contrôle de la conformité de la loi organique fixant les modalités d'élargissement de la représentation des femmes dans les assemblées élues, à la Constitution (JO n°1).
- Contrôle de la conformité de la loi organique relative aux partis politiques, à la Constitution (JO n°2).
- Contrôle de la conformité de la loi organique relative à l'information, à la Constitution (JO n°2).
- Remplacement d'un député à l'Assemblée Populaire Nationale (JO n°12).
- Remplacement d'un député à l'Assemblée Populaire Nationale (JO n°16).
- Dispositions statuant sur la contestation de la requête déposée, portant contestation de la régularité des opérations de vote des élections législatives qui ont eu lieu le 10 mai 2012 dans la circonscription électorale de Annaba (JO n°32).

- Dispositions statuant sur la contestation de la requête déposée, portant contestation de la régularité des opérations de vote des élections législatives qui ont eu lieu le 10 mai 2012 dans la circonscription électorale de Blida (JO n°32).
- Dispositions statuant sur la contestation de la requête déposée, portant contestation de la régularité des opérations de vote des élections législatives qui ont eu lieu le 10 mai 2012 dans la circonscription électorale de Chlef (JO n°32).
- Dispositions statuant sur la contestation de la requête déposée, portant contestation de la régularité des opérations de vote des élections législatives qui ont eu lieu le 10 mai 2012 dans la circonscription électorale de Constantine (JO n°32).
- Dispositions statuant sur la contestation de la requête déposée, portant contestation de la régularité des opérations de vote des élections législatives qui ont eu lieu le 10 mai 2012 dans la circonscription électorale de Bouira (JO n°32).
- Dispositions statuant sur la contestation de la requête déposée, portant contestation de la régularité des opérations de vote des élections législatives qui ont eu lieu le 10 mai 2012 dans la circonscription électorale de Tindouf (JO n°32).
- Dispositions statuant sur la contestation de la requête déposée, portant contestation de la régularité des opérations de vote des élections législatives qui ont eu lieu le 10 mai 2012 dans la circonscription électorale de Boumerdès (JO n°32).
- Dispositions statuant sur la contestation de la requête déposée, portant contestation de la régularité des opérations de vote des élections législatives qui ont eu lieu le 10 mai 2012 dans la circonscription électorale de Bordj Bou Arreridj (JO n°32).
- Dispositions statuant sur la contestation de la requête déposée, portant contestation de la régularité des opérations de vote des élections législatives qui ont eu lieu le 10 mai 2012 dans la circonscription électorale de Mila (JO n°32).
- Dispositions statuant sur la contestation de la requête déposée, portant contestation de la régularité des opérations de vote des élections législatives qui ont eu lieu le 10 mai 2012 dans la circonscription électorale de Djelfa (JO n°32).
- Dispositions statuant sur la contestation de la requête déposée, portant contestation de la régularité des opérations de vote des élections législatives qui ont eu lieu le 10 mai 2012 dans la circonscription électorale de Mostaganem (JO n°32).
- Dispositions statuant sur la contestation de la requête déposée, portant contestation de la régularité des opérations de vote des élections législatives qui ont eu lieu le 10 mai 2012 dans la circonscription électorale de Guelma (JO n°32).
- Dispositions statuant sur la contestation de la requête déposée, portant contestation de la régularité des opérations de vote des élections législatives qui ont eu lieu le 10 mai 2012 dans la circonscription électorale de Tébessa (JO n°32).
- Remplacement d'un député à l'Assemblée Populaire Nationale (JO n°43).
- Remplacement de députés à l'Assemblée Populaire Nationale (JO n°57).
- Règles de fonctionnement du Conseil constitutionnel (JO n°26).
- Délégation de signature à un directeur d'études et de recherches au centre d'études et de recherches constitutionnelles au Conseil constitutionnel (JO n°27).

AU TITRE DU HAUT CONSEIL ISLAMIQUE

- Renouvellement de la composition de la commission paritaire compétente à l'égard des fonctionnaires du haut conseil islamique (JO n°16).

AU TITRE DE L'ACADEMIE ALGERIENNE DE LA LANGUE ARABE

- Fixation du nombre de postes supérieurs prévus par le statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques au titre de l'Académie algérienne de la langue arabe (JO n°38).

AU TITRE DU PREMIER MINISTERE

- Autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature (JO n°49).
- Délégation de signature au directeur de cabinet (JO n°56).
- Délégation de signature au chef de cabinet (JO n°56).
- Délégation de signature au directeur de l'administration des moyens (JO n°56).
- Délégation de signature à des sous-directeurs (JO n°56) (3 arrêtés)

AU TITRE DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Il convient de signaler ce qui suit :

- Détachement des enseignants chercheurs du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique auprès des structures d'enseignement supérieur du ministère de la défense nationale (JO n°2).
- Détachement des personnels enseignants et d'éducation relevant du ministère de l'éducation nationale auprès des écoles des cadets de la Nation du ministère de la défense nationale (JO n°2).
- Statut-type de l'établissement militaire à caractère scientifique et technologique (JO n°7).
- Création d'une école des cadets de la Nation en 1^{ère} région militaire (JO n°18).
- Création d'une école des cadets de la Nation en 3^{ème} région militaire (JO n°18).
- Création d'une école des cadets de la Nation en 5^{ème} région militaire (JO n°18).
- Création d'une école des cadets de la Nation en 5^{ème} région militaire (JO n°18).
- Création de l'établissement de réalisation de systèmes de vidéosurveillance (JO n°38).
- Fixation des missions et attributions du ministre délégué auprès du ministre de la défense nationale (JO n°60).
- Amendement des dispositions relatives à la création du secrétariat général du ministère de la défense nationale (JO n°60).
- Nomination de juges assesseurs près les tribunaux militaires (JO n°24).
- Fin au détachement, auprès de l'école nationale préparatoire aux études d'ingéniorat, d'une (1) enseignante relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (JO n°25).
- Renouvellement du détachement d'enseignants relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique auprès de l'école nationale préparatoire aux études d'ingéniorat, au titre de l'année universitaire 2011-2012 (JO n°25).
- Détachement de onze (11) personnels enseignants relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique auprès de l'école nationale préparatoire aux études d'ingéniorat, au titre de l'année universitaire 2011-2012 (JO n°25).
- Ouverture de filières et d'options en magistère à l'école militaire polytechnique en 1^{ère} région militaire et fixant le nombre de places pédagogiques ouvertes pour l'année universitaire 2011-2012 (JO n°26).
- Ouverture d'une filière en formation post graduée spécialisée à l'école militaire polytechnique en 1^{ère} région militaire et fixant le nombre de places pédagogiques ouvertes pour l'année universitaire 2011-2012 (JO n°26).

- Fin au détachement du personnel enseignant relevant du ministère de l'éducation nationale auprès de l'école des cadets de la Nation d'Oran (JO n°62).
- Renouvellement du détachement, auprès de l'école des cadets de la Nation d'Oran, de trente-six (36) personnels enseignants relevant du ministère de l'éducation nationale (JO n°62).
- Détachement, auprès de l'école des cadets de la Nation d'Oran, de douze (12) personnels enseignants relevant du ministère de l'éducation nationale (JO n°62).
- Fin au détachement du président du tribunal militaire permanent de Tamenghasset / 6^{ème} région militaire (JO n°24).
- Détachement d'un magistrat auprès du ministère de la défense nationale en qualité de président du tribunal militaire permanent de Tamenghasset/6^{ème} région militaire (JO n°24).
- Renouvellement du détachement d'un magistrat auprès du ministère de la défense nationale en qualité de président du tribunal militaire permanent de Béchar / 3^{ème} région militaire (JO n°24).
- Renouvellement du détachement d'un magistrat auprès du ministère de la défense nationale en qualité de président du tribunal militaire permanent de Ouargla/4^{ème} région militaire (JO n°24).
- Désignation de gradés de la gendarmerie nationale et de gendarmes en qualité d'officier de police judiciaire (JO n°33).
- Fixation de modalités d'introduction des demandes d'autorisation de survol, avec ou sans atterrissage, du territoire algérien par des aéronefs d'Etat étrangers (JO n°42).
- Renouvellement de détachement de magistrats auprès du ministère de la défense nationale en qualité de présidents de tribunaux militaires permanents (JO n°40) (4Arrêtés).
- Désignation de gradés de la gendarmerie nationale et de gendarmes en qualité d'officiers de police judiciaire (JO n°53).
- Fin aux fonctions d'un chef de service régional du contrôle préalable des dépenses engagées et de suppléants auprès de régions militaires (JO n°59).
- Désignation dans les fonctions de chef de service régional du contrôle préalable des dépenses engagées et de suppléants auprès de régions militaires (JO n°59).
- Fixation des règles et procédures régissant l'exportation des matériels, équipements et produits sensibles (JO n°25).
- Réglementation relative au certificat d'utilisation finale (JO n°45).
- Homologation des nouvelles tenues et attributs introduits dans la collection des tenues des personnels de la direction générale des douanes (JO n°24).
- Homologation des nouvelles tenues des personnels de la direction générale de la protection civile (JO n°42).

AU TITRE DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Il convient de signaler ce qui suit :

- Ratification des statuts de l'agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), adoptés à Bonn le 26 janvier 2009 (JO n°3).
- Ratification du mémorandum d'entente entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de l'Etat du Koweït dans le domaine des affaires religieuses et des wakfs, signé à Alger le 22 novembre 2008 (JO n°5).

- Ratification du mémorandum d'entente pour la coopération entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de l'Etat du Koweït dans le domaine de la jeunesse et des sports, signé à Alger, le 22 novembre 2008 (JO n°5).
- Ratification de l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud pour les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, signé à Alger le 26 mai 2010 (JO n°6).
- Ratification de l'accord de coopération dans le domaine du transport maritime entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République socialiste du Vietnam, signé à Alger, le 28 février 2011 (JO n°7).
- Création, organisation et fonctionnement du centre de formation et d'appui à la sécurité nucléaire (JO n°12).
- Ratification de l'accord de coopération dans le domaine de l'emploi entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République tunisienne, signé à Alger le 5 août 2007 (JO n°19).
- Ratification du programme exécutif de coopération dans le domaine de la formation professionnelle pour les années 2011-2012, entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République tunisienne, signé à Alger le 26 décembre 2010 (JO n°19).
- Ratification du programme exécutif de coopération culturelle entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République tunisienne pour les années 2011-2012, signé à Alger, le 26 décembre 2010 (JO n°19).
- Ratification de l'accord de coopération dans le domaine de l'information entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de l'Etat du Koweït, signé au Koweït le 20 avril 2008 (JO n°20).
- Ratification du mémorandum d'entente dans le domaine de la formation et de l'enseignement professionnels entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de l'Etat du Koweït, signé au Koweït, le 20 avril 2008 (JO n°20).
- Ratification du mémorandum d'entente de coopération dans le domaine de la santé entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de l'Etat du Koweït, signé à Alger le 12 octobre 2010 (JO n°20).
- Ratification de l'accord relatif à la suppression du visa pour les titulaires de passeports diplomatiques et de service entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Serbie, signé à Belgrade le 16 décembre 2010 (JO n°22).
- Ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine, relatif à la suppression du visa pour les détenteurs de passeports diplomatiques, signé à Sarajevo, le 20 décembre 2010 (JO n°22).
- Ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et l'institut des Nations Unies pour la formation et la recherche pour la formation et l'accompagnement à l'entrepreneuriat des jeunes diplômés en Algérie, signé à Alger, le 15 avril 2012 (JO n°35).
- Ratification du programme exécutif entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République tunisienne pour la coopération dans le domaine du tourisme pour les années 2011-2012-2013, signé à Alger le 26 décembre 2010 (JO n°37).
- Ratification du mémorandum d'entente entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République tunisienne dans le domaine de la recherche scientifique agronomique, signé à Alger le 26 décembre 2010 (JO n°37).

- Ratification de la convention de coopération entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République tunisienne dans le domaine de l'agriculture et du développement rural, signée à Alger le 26 décembre 2010 (JO n°37).
- Ratification du protocole de coopération dans le domaine des archives entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de l'Etat du Qatar, signé à Alger le 24 janvier 2010 (JO n°38).
- Ratification de l'accord de coopération économique et industrielle entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République Tchèque, signé à Prague, le 21 novembre 2011 (JO n°39).
- Fixation des conditions d'attribution des titres officiels de voyage délivrés par le ministère des affaires étrangères (JO n°47).
- Ratification de la Charte africaine sur les valeurs et les principes du service public et de l'administration, adoptée à Addis-Abeba, le 31 janvier 2011 (JO n°68).
- Ratification du mémorandum d'entente entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République tunisienne dans les domaines de la maîtrise de l'énergie et des énergies renouvelables, signé à Alger le 2 juillet 2009 (JO n°68).
- Ratification de l'accord de coopération économique entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de Bulgarie, signé à Sofia, le 2 novembre 2011 (JO n°68).
- Ratification de la charte de l'organisation de la conférence islamique, fait à Dakar (République du Sénégal), le 14 mars 2008 (JO n°69).
- Ratification de la convention sur l'exemption des ressortissants des deux Etats détenteurs de passeports diplomatiques, spéciaux et de service de l'obligation d'obtenir un visa d'entrée entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de l'Etat du Qatar, signée à Alger le 24 janvier 2010 (JO n°70).
- Ratification de l'accord de coopération dans le domaine des wakfs et des affaires islamiques entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de l'Etat du Qatar, signé à Doha, le 28 décembre 2010 (JO n°70).
- Placement en position d'activité, auprès du ministère des affaires étrangères, de certains corps techniques spécifiques de l'administration chargée de l'habitat et de l'urbanisme (JO n°43).
- Autorisant les chefs de postes diplomatiques et consulaires à avancer la date d'ouverture du scrutin relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Populaire Nationale (JO n°23).
- Désignation des membres assistants au sein de la commission électorale des résidents à l'étranger pour l'élection des membres de l'Assemblée Populaire Nationale du 10 mai 2012 (JO n°26).
- Autorisant les chefs de postes consulaires relevant des zones géographiques I et II à retarder l'heure de clôture du scrutin relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Populaire Nationale du 10 mai 2012 (JO n°26).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'institut diplomatique et des relations internationales (JO n°45).
- Création des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps communs, ingénieurs de l'habitat et de l'urbanisme, architectes, assistants sociaux, ouvriers professionnels, conducteurs d'automobiles, appariteurs et des corps techniques de l'administration chargée des transmissions nationales auprès du ministère des affaires étrangères (JO n°3).

- Fixation de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps communs, ingénieurs de l'habitat et de l'urbanisme, architectes, assistants sociaux, ouvriers professionnels, conducteurs d'automobiles, appariteurs et corps techniques de l'administration chargée des transmissions nationales auprès du ministère des affaires étrangères (JO n°3).
- Création des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps diplomatiques et consulaires du ministère des affaires étrangères (JO n°6).
- Fixation de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps diplomatiques et consulaires du ministère des affaires étrangères (JO n°6).
- Délégation de signature à des sous-directeurs (JO n°66) (4 arrêtes)
- Création de la commission de recours auprès du ministère des affaires étrangères (JO n°51).
- Délégation de signature au directeur du cérémonial, des visites officielles et des conférences (JO n°2).
- Délégation de signature au sous-directeur de la gestion des personnels (JO n°2).
- Fixation de la composition de la commission de recours créée auprès du ministère des affaires étrangères (JO n°51).
- Délégation de signature au directeur des affaires commerciales multilatérales (JO n°11).
- Délégation de signature au directeur de la promotion et du soutien aux échanges économiques (JO n°11).
- Délégation de signature au directeur des relations bilatérales (JO n°11).
- Délégation de signature à des sous-directeurs (JO n°11) (14 arrêtes).
- Délégation de signature à des sous-directeurs (JO n°17) (8 arrêtes).
- Délégation de signature au directeur de la circulation et de l'établissement des étrangers (JO n°19).
- Délégation de signature au directeur des affaires économiques et financières internationales (JO n°19).
- Délégation de signature au directeur des relations multilatérales africaines (JO n°19).
- Délégation de signature au directeur de la documentation et des archives (JO n°19).
- Délégation de signature à des sous-directeurs (JO n°19) (10 arrêtes).
- Délégation de signature au directeur du patrimoine et des moyens généraux (JO n°18).
- Délégation de signature à des sous-directeurs (JO n°18) (2 arrêtes).
- Fixation de nombre et composition des commissions électorales des circonscriptions diplomatiques et consulaires pour le vote des citoyens algériens résidant à l'étranger pour l'élection des membres de l'Assemblée Populaire Nationale (JO n°22).
- Délégation de signature au directeur général de la communauté nationale à l'étranger (JO n°46).
- Délégation de signature au directeur des compétences nationales à l'étranger, des programmes et des affaires sociales (JO n°46).

- Délégation de signature au directeur de l'organisation des Nations Unies et des conférences interrégionales (JO n°32).
- Délégation de signature à des sous-directeurs (JO n°32) (4 arrêtes).
- Fixation de nombre et composition des commissions électorales des circonscriptions diplomatiques et consulaires pour le vote des citoyens algériens résidant à l'étranger pour l'élection des membres de l'Assemblée Populaire Nationale (JO n°25).
- Délégation de signature au directeur général des relations économiques et de la coopération internationale (JO n°42).
- Délégation de signature à des sous-directeurs (JO n°48) (3 arrêtes).
- Délégation de signature à un sous-directeur (JO n°48).
- Délégation de signature à la directrice générale des affaires politiques et de sécurité internationales (JO n°55).
- Délégation de signature à la sous-directrice des programmes et des affaires sociales (JO n°55).

AU TITRE DU MINISTRE DE LA JUSTICE

Il convient de signaler ce qui suit :

- Amendement de la loi relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (JO n° 8 et 19).
- Acquisition de la nationalité algérienne (JO n°63).
- Fixation des modalités de nominations aux fonctions de secrétaire général, de chefs de département et de chefs de services de la cour suprême et leur classification (JO n°31).
- Fixation des modalités de nomination aux fonctions de secrétaire général, de chefs de départements et de chefs de services du Conseil d'Etat et leur classification (JO n°31).
- Fixation de nombre des services des départements administratifs de la Cour suprême (JO n°39).
- Fixation de nombre des services des départements administratifs du Conseil d'Etat (JO n°39).
- Fixation de conditions et modalités de publication des arrêts, commentaires et études juridiques et judiciaires de la Cour suprême (JO n°39).
- Fixation de la liste des postes supérieurs à caractère structurel de l'administration pénitentiaire, les tâches et les conditions de nomination ainsi que les bonifications indicielles y afférentes (JO n°40).
- Création des centres régionaux des archives judiciaires et fixant les modalités de leur organisation et fonctionnement (JO n°67).
- Organisation interne de l'école nationale des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire (JO n°38).
- Placement en position d'activité, auprès du ministère de la justice, de certains corps de psychologues de santé publique relevant du ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière (JO n°42).
- Placement en position d'activité, auprès du ministère de la justice, de certains corps de praticiens médicaux généralistes de santé publique relevant du ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière (JO n°42).

- Création des annexes de l'école nationale des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire (JO n°67).
- Ouverture d'un concours national pour le recrutement d'élèves magistrats au titre de l'année 2012 (JO n°7).
- Désignation des magistrats présidents et membres des commissions électorales des wilayas et de la commission électorale pour le vote des citoyens algériens résidant à l'étranger, pour les élections législatives du 10 mai 2012 (JO n°22).
- Délégation de signature au chef de cabinet (JO n°35).
- Délégation de signature au directeur des infrastructures et des moyens (JO n°35).
- Délégation de signature à des sous-directeurs (JO n°35) (59 arrêtés).
- Désignation des magistrats présidents et membres des commissions électorales des wilayas et de la commission électorale pour le vote des citoyens algériens résidant à l'étranger, pour les élections législatives du 10 mai 2012 (JO n°25).
- Nomination des membres du comité interministériel de coordination des activités de rééducation et de réinsertion sociale des détenus (JO n°34).
- Délégation de signature (JO n°61) (56 Arrêtés).
- Désignation des magistrats présidents et membres des commissions électorales de wilayas pour l'élection des membres des assemblées populaires communales et de wilayas du 29 novembre 2012 (JO n°63).
- Désignation des magistrats présidents et membres des commissions électorales de wilayas en vue du renouvellement de la moitié des membres élus du Conseil de la nation (JO n°67).
- Désignation des membres et secrétaires des bureaux de vote en vue du renouvellement de la moitié des membres élus du Conseil de la Nation (JO n°68).

AU TITRE DU MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES LOCALES

Il convient de signaler ce qui suit

- Fixation des circonscriptions électorales et le nombre de sièges à pourvoir pour l'élection du Parlement (JO n°8 et 19).
- Promulgation de la loi portant régime électoral (JO n°1).
- Promulgation de la loi fixant les cas d'incompatibilité avec le mandat parlementaire (JO n°1).
- Promulgation de la loi fixant les modalités augmentant les chances d'accès de la femme à la représentation dans les assemblées élues (JO n°1).
- Promulgation de la loi relative aux partis politiques (JO n°2).
- Promulgation de la loi relative aux associations (JO n°2).
- Promulgation de la loi relative à la wilaya (JO n°12).
- Convocation du corps électoral pour l'élection des membres de l'Assemblée populaire nationale (JO n°6).

- Organisation et fonctionnement de la commission nationale de supervision des élections (JO n°6).
- Nomination des membres de la commission nationale de supervision des élections législatives de l'année 2012 (JO n°6).
- Convocation du corps électoral pour l'élection des membres des assemblées populaires communales et de wilayas (JO n°48).
- Nomination des membres de la commission nationale de supervision des élections des membres des assemblées populaires communales et de wilayas de l'année 2012 (JO n°48).
- Convocation du collège électoral en vue du renouvellement de la moitié des membres élus du Conseil de la Nation (JO n°64).
- Instituant et délimitant le périmètre de protection de l'aéroport de Jijel – Ferhat Abbas (JO n°7).
- Formulaire de déclaration de candidature à l'élection des membres de l'Assemblée Populaire Nationale (JO n°4).

Formulaire de souscription de signatures individuelles pour les listes de candidats indépendants à l'élection des membres de l'Assemblée Populaire Nationale (JO n°4).

- Dépôt des listes de candidatures à l'élection des membres de l'Assemblée Populaire Nationale (JO n°4).
- Conditions et modalités de vote des citoyens algériens résidant à l'étranger pour l'élection des membres de l'Assemblée populaire nationale (JO n°8).
- Modalités de publicité des candidatures (JO n°8).
- Fixation des conditions et formes d'établissement de la procuration pour le vote aux élections (JO n°8).
- Fixation des conditions de réquisition des personnels lors des élections (JO n°8).
- Conditions de désignation des membres des bureaux de vote et modalités d'exercice du droit de contestation et/ou de recours judiciaire les concernant (JO n°8).
- Création du groupement aérien de la protection civile (JO n°9).
- Fixation des règles de fonctionnement de la commission administrative électorale (JO n°8).
- Déterminant les circonscriptions électorales et le nombre de sièges à pourvoir pour l'élection du Parlement (JO n°11).
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation de zones industrielles dans certaines wilayas (JO n°23).
- Déterminant les modalités de prestation de serment par les membres des bureaux de vote (JO n°22).
- Définissant les règles d'organisation et de fonctionnement du centre et du bureau de vote (JO n°22).
- Fixation du Libellé et des caractéristiques techniques des bulletins de vote à utiliser pour l'élection des membres de l'Assemblée Populaire Nationale du 10 mai 2012 (JO n°22).
- Fixation du Libellé et des caractéristiques techniques des bulletins de vote à utiliser pour l'élection des membres de l'assemblée populaire nationale du 10 mai 2012 (JO n°23).
- Création, organisation et fonctionnement de l'établissement hospitalier de la sûreté nationale «Les glycines» (JO n°28).

- Fixation du barème de la rémunération des travaux inhérents à la préparation matérielle et au déroulement des élections (JO n°29).
- Fixation de la forme et le contenu du budget communal (JO n°49).
- Déclaration de candidature pour l'élection des membres des assemblées populaires communales et de wilayas (JO n°50).
- Formulaire de souscription de signatures pour les listes de candidats indépendants à l'élection des membres des assemblées populaires communales et de wilayas (JO n°50).
- Institution du régime indemnitaire des personnels de la garde communale (JO n°50).
- Fixation des conditions et modalités d'octroi des pensions de retraite proportionnelles exceptionnelles aux agents de la garde communale (JO n°50).
- Nombre de sièges à pourvoir pour l'élection des membres des assemblées populaires communales et de wilayas (JO n°51).
- Fixation du Libellé et des caractéristiques techniques des bulletins de vote à utiliser pour l'élection des membres des assemblées populaires communales et de wilayas (JO n°63).
- Organisation et déroulement de l'élection des membres élus du Conseil de la Nation (JO n°67).
- Fixation des modalités d'élaboration du procès-verbal de passation de service entre le président de l'assemblée populaire communale sortant et le nouveau président (JO n°70).
- Fixation des modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-112 intitulé « Fonds d'indemnisation des victimes et des ayants droit des victimes des événements ayant accompagné le mouvement pour le parachèvement de l'identité nationale et la promotion de la citoyenneté » (JO n°18).
- Fixation des modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-075 intitulé « Fonds d'indemnisation des victimes du terrorisme » (JO n°18).
- Placement en position d'activité auprès du ministère de l'intérieur et des collectivités locales (établissement public de gestion du jardin d'essai du Hamma) de certains corps spécifiques de l'administration chargée de l'environnement et de l'aménagement du territoire (JO n°51).
- Fixation du cadre d'organisation des concours sur épreuves et examens professionnels pour l'accès aux différents grades appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée des transmissions nationales (JO n°40).
- Fixation du taux de participation des wilayas au fonds de garantie des collectivités locales (JO n°7).
- Fixation du taux de participation des communes au fonds de garantie des collectivités locales (JO n°7).
- Fixation du taux de prélèvement sur les recettes de fonctionnement des budgets des communes (JO n°7).
- Placement en position d'activité auprès du ministère de l'intérieur et des collectivités locales (Administration centrale) de certains corps spécifiques de l'administration chargée de l'industrie et de la promotion des investissements (JO n°33).
- Nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-047 intitulé « gestion des cités de police domaniales par la direction générale de la sûreté nationale » (JO n°55).
- Modalités d'évaluation et de suivi du compte d'affectation spéciale n° 302-047 intitulé « gestion des cités de police domaniales par la direction générale de la sûreté nationale » (JO n°55).
- Désignation d'inspecteurs de la sûreté nationale en qualité d'officier de police judiciaire (JO n°29).

- Désignation des membres du secrétariat permanent de la commission nationale de surveillance des élections législatives du 10 mai 2012 (JO n°22).
- Déclaration de zones sinistrées dans les wilayas de Sétif et d'El Tarf (JO n°18).
- Déclaration de l'état de catastrophe naturelle dans les wilayas de Sétif et d'El Tarf (JO n°18).
- Désignation des membres du secrétariat permanent de la commission nationale de surveillance des élections locales du 29 novembre 2012 (JO n°58).
- Organisation interne du centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (C.R.A.A.G) (JO n°70).
- Liste nationale des personnes habilitées à effectuer l'enquête préalable en vue de l'affirmation de l'utilité publique dans le cadre des opérations d'expropriation pour cause d'utilité publique au titre de l'année 2012 (JO n°24).
- Caractéristiques techniques du passeport national biométrique électronique (JO n°1).
- Fixation de la date de la mise en circulation du passeport national biométrique électronique (JO n°1).
- Fixation de taux de prélèvement sur les recettes de fonctionnement des budgets des wilayas (JO n°7).
- Caractéristiques techniques du formulaire de souscription de signatures individuelles pour les listes de candidats indépendants à l'élection des membres de l'Assemblée Populaire Nationale (JO n°4).
- Caractéristiques techniques du formulaire de déclaration de candidature à l'élection des membres de l'Assemblée Populaire Nationale (JO n°4).
- Agrément du parti politique dénommé « Parti de la liberté et de la justice – PLJ » (JO n°13).
- Agrément du parti politique dénommé « Front national pour la justice sociale – FNJS » (JO n°13).
- Agrément du parti politique dénommé « Front El Moustakbal – FM » (JO n°13).
- Agrément du parti politique dénommé « Front de l'Algérie nouvelle – FAN » (JO n°13).
- Agrément du parti politique dénommé « Front de la justice et du développement » (JO n°13).
- Agrément du parti politique dénommé « Parti El-Karama » (JO n°13).
- Agrément du parti politique dénommé « Front national pour les libertés – FNL » (JO n°13).
- Agrément du parti politique dénommé « Mouvement populaire algérien – MPA » (JO n°13).
- Agrément du parti politique dénommé « Parti El Fedjr El Jadid – PFJ » (JO n°13).
- Agrément du parti politique dénommé « Union des forces démocratiques et sociales – El Ittihad » (JO n°13).
- Agrément du parti politique dénommé « Front du changement – FC » (JO n°13).
- Agrément du parti politique dénommé « Mouvement des citoyens libres – MCL » (JO n°18).
- Agrément du parti politique dénommé « Parti des jeunes – PJ » (JO n°18).
- Agrément du parti politique dénommé « Parti national algérien – PNA » (JO n°18).

- Agrément du parti politique dénommé « Parti des jeunes démocrates – PJD » (JO n°18).
- Agrément du parti politique dénommé « Mouvement des nationalistes libres – MNL » (JO n°18).
- Agrément du parti politique dénommé « Jil Jadid » (JO n°18).
- Agrément du parti politique dénommé « Parti patriotique libre – PPL » (JO n°18).
- Agrément du parti politique dénommé « Parti de l'équité et de la proclamation – PEP » (JO n°18).
- Agrément du parti politique dénommé « Front de la bonne gouvernance – FBG » (JO n°18).
- Agrément du parti politique dénommé « Parti Ennour El Djazairi – PED » (JO n°18).
- Caractéristiques techniques des bulletins de vote à utiliser pour l'élection des membres de l'Assemblée Populaire Nationale (JO n°22).
- Caractéristiques techniques des bulletins de vote à utiliser pour l'élection des membres de l'Assemblée Populaire Nationale (JO n°23).
- Dispositions autorisant les walis à avancer la date d'ouverture du scrutin relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Populaire Nationale (JO n°24).
- Agrément du parti politique dénommé « Parti algérien vert pour le développement – PAVD » (JO n°48).
- Agrément du parti politique dénommé « Parti des fidèles à la Patrie – PFP » (JO n°48).
- Agrément du parti politique dénommé « Front démocratique libre – FDL » (JO n°48).
- Caractéristiques techniques du formulaire de déclaration de candidature pour les listes de candidats à l'élection des membres des assemblées populaires communales et de wilayas (JO n°50).
- Caractéristiques techniques du formulaire de souscription de signatures pour les listes de candidats indépendants à l'élection des membres des assemblées populaires communales et de wilayas (JO n°50).
- Agrément du parti politique dénommé « Front militantisme national – FMN – » (JO n°58).
- Agrément du parti politique dénommé « Union pour le rassemblement national –URN–» (JO n°58).
- Agrément du parti politique dénommé « Front des jeunes démocrates pour la citoyenneté – FJDC – » (JO n°58).
- Agrément du parti politique dénommé « Tajamoua Amel El Djazaïr – TAJ – » (JO n°58).
- Agrément du parti politique dénommé « Front national de l'authenticité et des libertés – FNAL – » (JO n°58).
- Agrément du parti politique dénommé «Le médiateur politique – EL WASSIT – » (JO 58).
- Agrément du parti politique dénommé «Parti de la voie authentique – PVA – » (JO n°58).
- Agrément du parti politique dénommé « Parti de l'unité nationale et du développement – PUND – » (JO n°58).
- Agrément du parti politique dénommé «Union nationale pour le développement –UND– » (JO n°58).

- Dispositions autorisant les walis à avancer la date d'ouverture du scrutin relatif à l'élection des membres des assemblées populaires communales et de wilayas (JO n°63).
- Caractéristiques techniques des bulletins de vote à utiliser pour l'élection des membres des Assemblées populaires communales et de wilayas (JO n°64).
- Fixation de la forme et des caractéristiques techniques du bulletin de vote à utiliser pour l'élection en vue du renouvellement de la moitié des membres élus du Conseil de la Nation (JO n°67).
- Fixation de la forme et des caractéristiques techniques du bulletin de vote à utiliser pour l'élection en vue du renouvellement de la moitié des membres élus du Conseil de la Nation (JO n°68).
- Délégation de signature à l'inspecteur général de la direction générale des transmissions nationales (JO n°71).
- Fixation du règlement intérieur de la commission nationale de supervision des élections (JO n°13).
- Fixation des modalités d'organisation et de fonctionnement de la commission nationale de supervision des élections des assemblées populaires communales et de wilayas pour l'année 2012 (JO n°56).

AU TITRE DU MINISTERE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

- Renouvellement de la composition de la commission paritaire compétente à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère des relations avec le Parlement (JO n°28).
- Renouvellement de la composition de la commission de recours compétente à l'égard des corps des fonctionnaires du ministre des relations avec le parlement (JO n°14).
- Délégation de signature au sous-directeur des budgets, de la comptabilité et des moyens généraux (JO n°46).
- Renouvellement de la composition de la commission paritaire compétente à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère des relations avec le Parlement (JO n°53).
- Renouvellement de la composition de la commission de recours compétente à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère des relations avec le Parlement (JO n°53).

B/ SECTEUR FINANCES ET ECONOMIE

Le secteur des finances a procédé à l'étude de textes législatifs et réglementaires importants entrant dans le cadre de la politique économique.

AU TITRE DU MINISTERE DES FINANCES

Il convient de signaler ce qui suit :

- Détermination de la loi de finances complémentaire pour 2012 (JO n°8 et 19).
- Promulgation de la loi portant règlement budgétaire pour l'exercice 2009 (JO n°12).
- Promulgation de la loi portant loi de finances pour 2013 (JO n°72).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la justice (JO n°2).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires étrangères (JO n°3).

- Réglementation des marchés publics (JO n°4).
 - Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2012, à la Présidence de la République (JO n°10).
 - Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2012, au ministre des affaires étrangères (JO n°10).
 - Création de chapitres et transfert de crédits au sein du budget de l'Etat (JO n°13).
 - Création de chapitres et transfert de crédits au sein du budget de l'Etat (JO n°18).
 - Création de chapitres et transfert de crédits au sein du budget de l'Etat (JO n°18).
 - Création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement des services du Premier ministre (JO n°18).
 - Création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires étrangères (JO n°18).
 - Création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la justice (JO n°18).
 - Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la communication (JO n°18).
- Création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement des services du Premier ministre (JO n°21).
- Création de chapitres et transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'intérieur et des collectivités locales (JO n°21).
 - Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la formation et de l'enseignement professionnels (JO n°21).
 - Transfert de crédits au sein du budget de l'Etat (JO n°23).
 - Transfert de crédits au budget de fonctionnement des services du Premier ministre (JO n°23).
 - Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des moudjahidine (JO n°23).
 - Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la solidarité nationale et de la famille (JO n°23).
 - Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale (JO n°23).
 - Transfert de crédits au budget des charges communes (JO n°24).
 - Création de chapitres et transfert de crédits au sein du budget de l'Etat (JO n°24).
 - Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des moudjahidine (JO n°24).
 - Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des moudjahidine (JO n°28).
 - Création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale (JO n°28).
 - Transfert de crédits au budget de fonctionnement de la Présidence de la République (JO n°31).

- Création de chapitres et transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'intérieur et des collectivités locales (JO n°31).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires étrangères (JO n°31).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des finances (JO n°31).
- Transfert de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la solidarité nationale et de la famille (JO n°31).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la communication (JO n°31).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement des services du Premier ministre (JO n°33).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires étrangères (JO n°33).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'habitat et de l'urbanisme (JO n°33).
- Transfert de crédits au sein du budget de l'Etat (JO n°36).
- Création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires religieuses et des wakfs (JO n°34).
- Création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement de la Présidence de la République (JO n°37).
- Création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement des services du Premier ministre (JO n°37).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'intérieur et des collectivités locales (JO n°37).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la justice (JO n°37).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires religieuses et des wakfs (JO n°37).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la justice (JO n°38).
- Création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'industrie, de la petite et moyenne entreprise et de la promotion de l'investissement (JO n°42).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la pêche et des ressources halieutiques (JO n°42).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement des services du Premier ministre (JO n°42).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'intérieur et des collectivités locales (JO n°42).
- Transfert de crédits au sein du budget de l'Etat (JO n°43).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'industrie, de la petite et moyenne entreprise et de la promotion de l'investissement (JO n°45).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'éducation nationale (JO n°48).
- Transfert de crédits au budget des charges communes (JO n°50).

- Création d'un chapitre et transfert de crédits au sein du budget de l'Etat (JO n°50).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires religieuses et des wakfs (JO n°50).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'énergie et des mines (JO n°51).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires religieuses et des wakfs (JO n°51).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication (JO n°51).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication (JO n°51).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'intérieur et des collectivités locales (JO n°52).
- Acceptation, par la République algérienne démocratique et populaire, de l'amendement aux statuts du Fonds monétaire international (JO n°55).
- Fixation des règles autorisant la participation de la République algérienne démocratique et populaire à l'augmentation des quotes-parts des Etats membres du Fonds monétaire international au titre de la quatorzième révision générale (JO n°55).
- Création de chapitres et transfert de crédits au sein du budget de l'Etat (JO n°56).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'intérieur et des collectivités locales (JO n°60).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des transports (JO n°60).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement de la Présidence de la République (JO n°62).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires étrangères (JO n°62).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'éducation nationale (JO n°62).
- Transfert de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'habitat et de l'urbanisme (JO n°62).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la justice (JO n°63).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des travaux publics (JO n°63).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière (JO n°63).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère du tourisme et de l'artisanat (JO n°63).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de l'intérieur et des collectivités locales (JO n°68).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires étrangères (JO n°68).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement des services du Premier ministre (JO n°71).
- Transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la justice (JO n°71).

- Création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la communication (JO n°71).
- Conférant au ministre des finances le pouvoir de tutelle sur l'office national des statistiques (JO n°55).
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2011 (JO n°2).
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2011 (JO n°2).
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2011 (JO n°2).
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2011 (JO n°2).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'agriculture et du développement rural (JO n°2).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'habitat et de l'urbanisme (JO n°2).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la pêche et des ressources halieutiques (JO n°2).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la communication (JO n°2).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la prospective et des statistiques (JO n°8).
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-109 intitulé « Fonds de lutte contre la désertification et de développement du pastoralisme et de la steppe » (JO n°5).
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spécial n° 302 – 111 intitulé «Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession » (JO n°5).
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-067 intitulé « Fonds national de développement de l'investissement agricole » (JO n°5).
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-126 intitulé « Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles » (JO n°5).
- Fixation des modalités de modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-100 intitulé « Fonds national routier » (JO n°5).
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2012 (JO n°8).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2012, au Premier ministre (JO n°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2012, au ministre de l'intérieur et des collectivités locales (JO n°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2012, au ministre de la justice, garde des sceaux (JO n°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances pour 2012, au ministre des finances (JO n°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2012, au ministre de l'énergie et des mines (JO n°10).

- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2012, au ministre des ressources en eau (JO n°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2012, au ministre de la prospective et des statistique (JO n°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2012, au ministre des affaires religieuses et des wakfs (JO n°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2012, au ministre des moudjahidine (JO n°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2012, au ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement (JO n°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2012, au ministre des transports (JO n°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2012, au ministre de l'éducation nationale (JO n°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2012, au ministre de l'agriculture et du développement rural (JO n°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2012, au ministre des travaux publics (JO n°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2012, au ministre de la solidarité nationale et de la famille (JO n°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2012, à la ministre de la culture (JO n°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances pour 2012, au ministre du commerce (JO n°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2012, au ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (JO n°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2012, au ministre des relations avec le Parlement (JO n°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2012, au ministre de la formation et de l'enseignement professionnels (JO n°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2012, au ministre de l'habitat et de l'urbanisme (JO n°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2012, au ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale (JO n°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2012, au ministre de la santé, de la population et de la réforme hospitalière (JO n°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2012, au ministre du tourisme et de l'artisanat (JO n°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances pour 2012, au ministre de la jeunesse et des sports (JO n°10).

- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2012, au ministre de l'industrie, de la petite et moyenne entreprise et de la promotion de l'investissement (JO n°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2012, au ministre de la poste et des technologies de l'information et de la communication (JO n°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2012, au ministre de la pêche et des ressources halieutiques (JO n°10).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2012, au ministre de la communication (JO n°10).
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2012 (JO n°12).
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-014 intitulé « Fonds de développement de l'art, de la technique et de l'industrie cinématographiques » (JO n°13).
- Fixation des conditions et des modalités du bénéfice du statut d'opérateur économique agréé en douane (JO n°14).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances complémentaire pour 2012, au ministre de l'éducation nationale (JO n°14).
- Répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances complémentaire pour 2012, au ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale (JO n°14).
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte de prêt n° 304-612 intitulé « Prêts aux fonctionnaires pour l'acquisition, la construction ou l'extension d'un logement » (JO n°14).
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-079 intitulé « Fonds national de l'eau potable » (JO n°15).
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-105 intitulé « Fonds du patrimoine public minier » (JO n°15).
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2012 (JO n°17).
- Fixation des modalités d'exécution par le fonds national d'investissement des dépenses d'investissements publics à caractère définitif (JO n°17).
- Fixation des zones de potentialités agricoles servant de base au calcul de la redevance domaniale au titre du droit de concession sur les terres agricoles du domaine privé de l'Etat (JO n°17).
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-062 intitulé « Bonification du taux d'intérêt sur les investissements » (JO n°19).
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2012 (JO n°21).
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2012 (JO n°21).
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2012 (JO n°25).
- Création, organisation et fonctionnement de l'école nationale des douanes (JO n°28).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la solidarité nationale et de la famille (JO n°29).
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-061 intitulés « Dépenses en capital » (JO n°29).
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2012 (JO n°31).

- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'intérieur et des collectivités locales (JO n°34).
- Organisation et fonctionnement du fonds de garantie contre les calamités agricoles (JO n°36).
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2012 (JO n°37).
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2012 (JO n°38).
- Fixation des modalités d'organisation et de fonctionnement du fichier national des contrevenants en matière d'infraction à la législation et à la réglementation des changes et des mouvements de capitaux de et vers l'étranger (JO n°41).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'intérieur et des collectivités locales (JO n°42).
- Création, organisation et fonctionnement de l'institut d'enseignement spécialisé de la profession comptable (JO n°43).
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale 302-135 intitulé « Fonds de soutien public aux clubs professionnels de football » (JO n°43).
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2012 (JO n°45).
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2012 (JO n°45).
- Création, organisation et fonctionnement de l'école nationale du Trésor (JO n°47).
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2012 (JO n°48).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'éducation nationale (JO n°48).
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale 302-102 intitulé «Fonds de promotion de la compétitivité industrielle » (JO n°48).
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale 302-137 intitulés «Fonds national de soutien à l'investissement pour l'électrification et la distribution publique du gaz » (JO n°49).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'énergie et des mines. (JO n°49).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la prospective et des statistiques (JO n°49).
- Détermination des procédures d'utilisation du rescrit fiscal (JO n°50).
- Fixation des Modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-138 intitulé « Fonds de lutte contre le cancer » (JO n°52).
- Création de chapitres et virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la culture (JO n°54).
- Création d'un chapitre et virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière (JO n°54).
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2012 (JO n°57).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la formation et de l'enseignement professionnels (JO n°57).
- Attributions et organisation de l'inspection générale des services fiscaux (JO n°59).
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2012 (JO n°61).

- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'agriculture et du développement rural (JO n°61).
- Création de chapitres et virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (JO n°61).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la communication (JO n°61).
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2012 (JO n°63).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la justice (JO n°63).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication (JO n°63).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de l'intérieur et des collectivités locales (JO n°66).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère des finances (JO n°66).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère des ressources en eau (JO n°66).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère des moudjahidine (JO n°66).
- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-093 intitulé « Fonds de soutien aux organes de presse écrite, audiovisuels et électroniques et aux actions de formation et de perfectionnement des journalistes et intervenants dans les métiers de la communication » (JO n°67).
- Répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2012 (JO n°68).
- Virement de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la justice (JO n°68).
- Fixation des modalités et conditions d'octroi de prêts du Trésor aux fonctionnaires pour l'acquisition, la construction ou l'extension d'un logement (JO n°69).
- Modification de la répartition par secteur des dépenses d'équipement de l'Etat pour 2012 (JO n°69).
- Conditions et modalités d'administration et de gestion des biens du domaine public et du domaine privé de l'Etat (JO n°69).
- Composition, organisation et fonctionnement du conseil national de la fiscalité (JO n°70).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de la direction générale des douanes (JO n°16).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'inspection générale des finances (JO n°28).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques au titre de l'administration centrale du ministère des finances (JO n°28).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques au titre de l'administration centrale de la direction générale du budget (JO n°28).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre de l'école nationale des impôts (JO n°28).

- Fixation de nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre des services extérieurs de la direction générale des impôts (JO n°27).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'école nationale des impôts (JO n°29).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques au titre de l'administration centrale de la direction générale des impôts (JO n°27).
- Liste des matériels et équipements produits en Algérie acquis dans le cadre des contrats de crédit-bail et dont les loyers sont exemptés de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) (JO n°62).
- Fixation des modalités de souscription d'un cahier des charges par les organismes bénéficiaires des produits des taxes parafiscales, y compris les entreprises publiques économiques et de la communication des situations des recouvrements de ces taxes parafiscales à l'administration fiscale (JO n°64).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale du ministère des finances (JO n°44).
- Fixation du nombre d'officiers et d'agents de police judiciaire relevant du ministère de la défense nationale mis à la disposition de l'office central de répression de la corruption (JO n°42).
- Fixation du nombre d'officiers et d'agents de police judiciaire relevant du ministère de l'intérieur et des collectivités locales mis à la disposition de l'office central de répression de la corruption (JO n°42).
- Fixation des sièges administratifs des directions régionales des douanes et les inspections divisionnaires qui leur sont rattachées au titre de leur compétence territoriale (JO n°53).
- Fixation des modalités de souscription d'un cahier des charges par les organismes bénéficiaires des produits des taxes parafiscales, y compris les entreprises publiques économiques et de la communication des situations des recouvrements de ces taxes parafiscales à l'administration fiscale (JO n°64).
- Fixation des modalités de souscription d'un cahier des charges par les organismes bénéficiaires des produits des taxes parafiscales, y compris les entreprises publiques économiques et de la communication des situations des recouvrements de ces taxes parafiscales à l'administration fiscale (JO n°64).
- Fixation des modalités de souscription d'un cahier des charges par les organismes bénéficiaires des produits des taxes parafiscales, y compris les entreprises publiques économiques et de la communication des situations des recouvrements de ces taxes parafiscales à l'administration fiscale (JO n°64).
- Fixation des modalités de souscription d'un cahier des charges par les organismes bénéficiaires des produits des taxes parafiscales, y compris les entreprises publiques économiques et de la communication des situations des recouvrements de ces taxes parafiscales à l'administration fiscale (JO n°64).
- Détermination des normes et spécifications applicables pour l'acquisition des véhicules administratifs affectés aux services de l'Etat, des collectivités locales, des établissements publics à caractère administratif et aux institutions et organismes publics financés totalement sur le budget de l'Etat (JO n°52).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification ainsi que la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au sein de l'office central de répression de la corruption (JO n°49).
- Déterminant l'organisation des directions régionales des douanes (JO n°58).

- Fixation de nombre de services régionaux et de secteurs d'activité des contrôles a posteriori de la direction générale des douanes (JO n°58).
- Fixation de nombre de bureaux divisionnaires par inspection divisionnaire des douanes (JO n°58).
- Organisation des directions de l'office central de répression de la corruption (JO n°68).
- Désignation des membres de la commission nationale des marchés de travaux (JO n°29).
- Désignation des membres de la commission nationale des marchés de fournitures (JO n°29).
- Nomination des membres de la commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (JO n°31).
- Désignation des membres de la commission nationale des marchés de travaux (JO n°16).
- Désignation des membres de la commission nationale des marchés d'études et de services (JO n°16).
- Composition des commissions paritaires du Conseil national de la comptabilité (JO n°27).
- Fixation des modalités de prise en charge, par le budget de l'Etat, des droits de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée exigibles à l'importation sur les huiles alimentaires brutes et sur le sucre brut (JO n°24).
- Fixation de l'implantation et la compétence territoriale des inspections régionales des douanes (JO n°5).
- Agrément de la société d'assurance « AXA assurances Algérie dommage SPA » (JO n°21).
- Nomination des membres du Conseil national de la comptabilité (JO n°27).
- Désignation des membres de la commission nationale des marchés de travaux (JO n°31).
- Désignation des membres de la commission nationale des marchés d'études et de services (JO n°29).
- Création des commissions administratives paritaires des fonctionnaires de l'inspection générale des finances (JO n°27).
- Composition des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des fonctionnaires de l'inspection générale des finances (JO n°27).
- Agrément de la société d'assurance « AXA Algérie Assurances Vie SPA » (JO n°21).
- Encadrement et fonctionnement du marché des valeurs du Trésor en compte courant (JO n°29).
- Agrément de l'EURL «K2N assurances » en qualité de société de courtage d'assurance (JO n°42).
- Agrément d'un courtier d'assurance (JO n°42).
- Délégation de signature au directeur général de la prévision et des politiques (JO n°17).
- Agrément de la mutuelle d'assurance algérienne des travailleurs de l'éducation et de la culture « MAATEC » (JO n°44).
- Agrément de société d'assurance « mutualiste » société à forme mutuelle (JO n°44).
- Approbation du règlement de la commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse n°12-01 du 12 janvier 2012 modifiant et complétant le règlement COSOB n°97-03 du 18 novembre 1997, relatif au règlement général de la bourse des valeurs mobilières (JO n°41).
- Délégation de signature au directeur général de l'office central de la répression de la corruption (JO n°17).

- Désignation des membres de la commission nationale des marchés d'études et de services (JO n°53).
- Désignation des membres de la commission nationale des marchés de fournitures (JO n°53).
- Désignation des membres de la commission nationale des marchés de travaux (JO n°53).
- Fixation du montant de la rétribution à servir aux membres du conseil national de la comptabilité, des commissions, des groupes de travail et aux consultants (JO n°45).
- Fixation du montant de la rétribution à servir aux représentants du ministre chargé des finances au sein des conseils nationaux de l'ordre national des experts-comptables, de la chambre nationale des commissaires aux comptes et de l'organisation nationale des comptables agréés (JO n°45).
- Délégation de signature au directeur de l'administration générale à la direction générale des douanes (JO n°31).
- Nomination des membres du conseil d'administration de l'agence nationale du cadastre (JO n°49).
- Délégation de signature au directeur des moyens financiers à la direction générale des douanes (JO n°49).
- Désignation des membres de la commission nationale des marchés de travaux (JO n°70).
- Désignation des membres de la commission nationale des marchés de fournitures (JO n°70).
- Application de l'article 169 du code des douanes relatif aux usines exercées (JO n°16).
- Création d'un bureau de douane à Mila (JO n°5).
- Suppression d'un bureau de douane (JO n°38).
- Création d'un bureau de douane à Tin Zaouatine (JO n°38).
- Délai d'acquittement de la vignette automobile 2012 (JO n°18).

AU TITRE DE LA BANQUE D'ALGERIE

- Règles applicables aux transactions courantes avec l'étranger et aux comptes devises (JO n°8).
- Dispositif de prévention et de lutte contre l'émission de chèques sans provision (JO n°8).
- Contrôle interne des banques et établissements financiers (JO n°47)
- Organisation et fonctionnement de la centrale des risques entreprises et ménages (JO n°36).
- Création, émission et mise en circulation d'une pièce de monnaie métallique de deux cents dinars algériens (JO n°36).
- Situation mensuelle au 30 juin 2011 (JO n°9).
- Situation mensuelle au 31 juillet 2011 (JO n°9).
- Situation mensuelle au 31 août 2011 (JO n°9).
- Situation mensuelle au 30 septembre 2011 (JO n°11).
- Situation mensuelle au 31 octobre 2011 (JO n°11).
- Situation mensuelle au 30 novembre 2011 (JO n°11).
- Situation mensuelle au 31 décembre 2011 (JO n°44).

- Situation mensuelle au 31 janvier 2012 (JO n°44).
- Situation mensuelle au 29 février 2012 (JO n°44).
- Situation mensuelle au 31 mars 2012 (JO n°50).
- Situation mensuelle au 30 avril 2012 (JO n°50).
- Situation mensuelle au 31 mai 2012 (JO n°50).
- Situation mensuelle au 30 juin 2012 (JO n°61).
- Situation mensuelle au 31 juillet 2012 (JO n°61)
- Situation mensuelle au 31 août 2012 (JO n°61).
- Publication de la liste des banques et de la liste des établissements financiers agréés en Algérie (JO n°16).
- Agrément d'un établissement financier (JO n°43)
- Agrément d'un établissement financier (JO n°58).

AU TITRE DU SECRETARIAT D'ETAT DE LA PROSPECTIVE ET DES STATISTIQUES

- Création des services extérieurs du ministère de la prospective et des statistiques et fixant leurs missions et leur organisation (JO n°16).
- Fixation du nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs, aux institutions et administrations publiques au titre du ministère de la prospective et des statistiques (JO n°31).
- Organisation de l'administration centrale du ministère de la prospective et des statistiques en bureaux et/ou en chargés d'études (JO n°30).
- Fixation du nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs, au titre du ministère de la prospective et des statistiques (JO n°31).
- Délégation de signature au directeur de l'administration et des moyens (JO n°18).
- Délégation de signature à des sous- directeurs (JO n°34) (2 Arrêtés)

AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES

Il convient de signaler ce qui suit :

- Approbation de l'avenant n° 4 au contrat du 23 octobre 1989 pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures liquides, conclu à Alger le 9 mars 2012 entre la société nationale SONATRACH, ANADARKO Algeria Company LLC, Maersk Olie Algeriet A/S et Eni Oil Algeria Limited (JO n°17).
- Approbation du contrat pour l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre d'exploitation dénommé « OHANET », conclu à Alger le 1^{er} février 2012 entre l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) et la société nationale « SONATRACH-S.P.A » (JO n°55).
- Approbation du contrat pour l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre d'exploitation dénommé « Rhourde El-Baguel », conclu à Alger le 26 février 2012 entre l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) et la société nationale « SONATRACH-S.P.A » (JO n°55).

- Approbation de contrats pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures, conclus à Alger le 26 février 2012 entre l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) et la société nationale « SONATRACH-S.P.A » (JO n°55).
- Approbation du contrat pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé « NILI » (bloc : 408b), conclu à Alger le 1^{er} avril 2012 entre l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) et la société nationale « SONATRACH-S.P.A » (JO n°55).
- Approbation de l'avenant n° 2 au contrat du 24 mars 2001 pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé « Gara Tisselit » (bloc : 245 Sud), conclu à Alger, le 1^{er} avril 2012 entre la société nationale « SONATRACH-S.P.A » et la société « Rosneft-Stroytransgaz Limited » (JO n°55).
- Approbation de l'avenant n° 4 au contrat du 13 mai 1995 pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé « Zemoul El Kbar » (bloc : 403a), conclu à Alger le 24 juin 2012 entre la société nationale « SONATRACH-S.P.A » et la société « ENI Algeria Exploration B.V. (ENI) » (JO n°55).
- Fixation des règles techniques de conception, d'exploitation et d'entretien des réseaux de distribution de l'électricité et du gaz (JO n°19).
- Déclaration d'utilité publique les opérations de réalisations des projets entrant dans le cadre de la production, du transport et de la distribution de l'électricité et du gaz (JO n°70).
- Fixation du cadre d'organisation des concours sur épreuves et examens professionnels pour l'accès aux grades appartenant aux corps spécifiques à l'administration chargée de l'énergie et des mines (JO n°27).
- Organisation de la direction de l'énergie et des mines de wilayas en services et bureaux (JO n°34).
- Octroi en concession à l'entreprise nationale « SONATRACH-SPA » du système de transport par canalisation de gaz naturel dénommé « GR5 » (JO n°18).
- Nomination des membres du comité intersectoriel de la maîtrise de l'énergie (JO n°58).
- Création de la commission sectorielle des marchés du ministère de l'énergie et des mines (JO n°58).
- Fixation de la composition de la commission sectorielle des marchés du ministère de l'énergie et des mines (JO n°58).
- Fixation des tarifs de transport par canalisation des hydrocarbures par zone et par effluent (JO n°71).

AU TITRE DU MINISTERE DU COMMERCE

Il convient de signaler ce qui suit

- Fixation des conditions et des modalités d'implantation et d'organisation des espaces commerciaux et d'exercice de certaines activités commerciales (JO n°15).
- Fixation des règles applicables en matière de sécurité des produits (JO n°28).
- Fixation du système de rémunération des membres du Conseil de la concurrence, du secrétaire général, du rapporteur général et des rapporteurs (JO n°29).
- Fixation des conditions et des modalités d'utilisation des additifs alimentaires dans les denrées alimentaires destinées à la consommation humaine (JO n°30).
- Fixation de la liste des postes supérieurs des services extérieurs du ministère du commerce, les conditions d'accès à ces postes et la bonification indiciaire y afférente (JO n°40).

- Fixation de la composition et des compétences du conseil national de protection des consommateurs (JO n°56).
 - Fixation du nombre de postes supérieurs fonctionnels des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée du commerce au niveau des directions régionales et des directions de wilayas du commerce (JO n°27).
 - Organisation des directions de wilayas du commerce et des directions régionales du commerce en bureaux (JO n°24).
 - Création des inspections du contrôle de la qualité et de la répression des fraudes au niveau des frontières terrestres, maritimes, aéroportuaires et des zones et entrepôts sous douane (JO n°24).
 - Organisation de l'administration centrale du ministère du commerce en bureaux (JO n°58).
 - Adoption du règlement technique algérien fixant les spécifications, les conditions et les modalités de présentation des préparations destinées aux nourrissons (JO n°49).
 - Fixation des dispositions rendant obligatoire la méthode de détermination de la teneur en eau et en matières volatiles des corps gras d'origine animale et végétale (JO n°65).
 - Fixation des dispositions rendant obligatoire la méthode de détermination de la teneur en impuretés insolubles dans les corps gras d'origine animale et végétale (JO n°65).
 - Fixation des dispositions rendant obligatoire la méthode de détermination de l'indice de réfraction des corps gras d'origine animale et végétale (JO n°65).
 - Renouvellement de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des personnels de l'administration centrale du ministère du commerce (JO n°19).
 - Fixation des dispositions rendant obligatoire la méthode de détermination de la teneur en chlorure de sodium dans les corps gras d'origine animale et végétale (JO n°66).
 - Fixation des dispositions rendant obligatoire la méthode de détection rapide de la présence d'un seul anti-oxygène dans les corps gras d'origine animale et végétale (JO n°66).
 - Fixation des dispositions rendant obligatoire la méthode de détermination de la densité relative à 20°C des corps gras d'origine animale et végétale (JO n°66).
- Fixation des dispositions rendant obligatoire la méthode de détermination de l'indice d'acide et d'acidité des corps gras d'origine animale et végétale (JO n°68).
- Liste nominative des membres de la commission interministérielle chargée d'harmoniser les textes réglementant les professions et les activités soumises à inscription au registre du commerce (JO n°19).
 - Liste nominative des membres du conseil d'orientation du centre algérien du contrôle de la qualité et de l'emballage (C.A.C.Q.E.) (JO n°59).
 - Désignation des membres du comité d'évaluation et d'unification des méthodes d'analyses et d'essais (JO n°49).
 - Fixation des modalités de désignation des membres des comités techniques spécialisés du comité national du codex alimentarius (JO n°45).
 - Renouvellement de la composition de la commission de recours compétente à l'égard des personnels de l'administration centrale du ministère du commerce, du centre algérien du contrôle de la qualité et de l'emballage et de l'agence nationale de promotion du commerce extérieur (JO n°59).

- Liste nominative des membres du conseil d'orientation de l'agence nationale de promotion du commerce extérieur (JO n°68).
- Liste nominative des membres du conseil d'administration du centre national du registre du commerce (JO n°59).
- Délégation du pouvoir de nomination et de gestion administrative aux directeurs régionaux du commerce et aux directeurs de wilayas du commerce (JO n°45).
- Modification et mise à jour de la nomenclature des activités économiques soumises à inscription au registre du commerce (JO n°49).

AU TITRE DU MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DE LA PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE ET DE LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT

Il convient de signaler ce qui suit :

- Création du centre technique des industries agro-alimentaires (CTIAA) (JO n°14).
- Création de l'agence nationale d'intermédiation et de régulation foncière et fixant ses statuts (JO n°17).
- Modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-124 intitulé « Fonds national de mise à niveau des PME » (JO n°18).
- Fixation du nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs au titre de l'administration centrale du ministère de l'industrie, de la petite et moyenne entreprise et de la promotion de l'investissement (JO n°36).
- Classification des centres de facilitation des petites et moyennes entreprises et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant (JO n°31).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'agence nationale de développement de l'investissement (JO n°37).
- Organisation interne de l'office national de métrologie légale (ONML) (JO n°67).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au niveau des directions de wilayas de l'industrie, de la petite et moyenne entreprise et de la promotion de l'investissement (JO n°59).
- Organisation de la direction de wilaya de l'industrie, de la petite et moyenne entreprise et de la promotion de l'investissement (JO n°61).
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'agence nationale de développement de l'investissement (JO n°41).
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'agence nationale d'intermédiation et de régulation foncière (JO n°15).
- Fixation de la composition du jury du prix algérien de la qualité, édition 2011 (JO n°15).
- Désignation des membres du conseil d'administration du centre technique industriel des industries mécaniques et transformatrices des métaux (JO n°31).
- Désignation des membres du comité national de mise à niveau des PME (JO n°20).

- Création d'une commission de recours auprès du ministère de l'industrie, de la petite et moyenne entreprise et de la promotion de l'investissement (JO n°41).
- Fixation de la composition de la commission de recours créée auprès du ministère de l'industrie, de la petite et moyenne entreprise et de la promotion de l'investissement (JO n°41).
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation de Tipaza (JO n°39).
- Nomination des membres du conseil d'orientation et de surveillance du centre de facilitation d'Oran (JO n°39).
- Renouvellement de la composition des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'office national de métrologie légale (JO n°42).

C/ SECTEUR INFRASTRUCTURES DE BASE

AU TITRE DU MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

Il convient de signaler ce qui suit :

- Organisation de l'administration centrale du ministère des travaux publics (JO n°6).
- Liste des postes supérieurs des services extérieurs du ministère des travaux publics, les conditions d'accès à ces postes ainsi que la bonification indiciaire y afférente (JO n°26).
- Création, organisation et fonctionnement de l'école supérieure de management des travaux publics (JO n°33).
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation du dédoublement du chemin Fernane Hanafi à Alger (JO n°49).
- Organisation de l'administration centrale du ministère des travaux publics (JO n°71).
- Création de la commission sectorielle des marchés du ministère des travaux publics (JO n°27).
- Fixation de la composition de la commission sectorielle des marchés du ministère des travaux publics (JO n°27).

AU TITRE DU MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME

Il convient de signaler ce qui suit :

- Fixation des modalités d'octroi de l'agrément pour l'exercice de la profession de promoteur immobilier ainsi que les modalités de la tenue du tableau national des promoteurs immobiliers (JO n°11).
- Fixation du cahier des charges-type fixant les engagements et responsabilités professionnels du promoteur immobilier (JO n°11).
- Fixation des procédures d'élaboration et d'approbation du plan directeur d'aménagement et d'urbanisme et le contenu des documents y afférents (JO n°19).
- Fixation des procédures d'élaboration et d'approbation du plan d'occupation des sols ainsi que le contenu des documents y afférents (JO n°21).
- Création de l'école nationale spécialisée de l'habitat et de l'urbanisme (JO n°34).

- Fixation des conditions et modalités d'acquisition, dans le cadre de la location-vente, de logements réalisés sur fonds publics ou sur ressources bancaires ou tous autres financements (JO n°71).
- Organisation interne de l'inspection régionale de l'urbanisme et de la construction en bureaux (JO n°41).
- Renouvellement de la composition des commissions paritaires du ministère de l'habitat et de l'urbanisme (JO n°14).
- Désignation des membres de la commission d'agrément des agents immobiliers (JO n°47).
- Mise en place de la commission sectorielle des marchés du ministère de l'habitat et de l'urbanisme et désignation de ses membres (JO n°36).
- Nomination des membres du conseil d'administration de la caisse nationale du logement (C.N.L) (JO n°50).
- Délégation du pouvoir de nomination et de gestion administrative aux inspecteurs régionaux de l'urbanisme et de la construction (JO n°50).
- Délégation de signature à l'inspecteur général (JO n°66).
- Délégation de signature à l'inspecteur général de l'urbanisme et de la construction (JO n°66).
- Délégation de signature au directeur général de l'habitat et de la construction (JO n°66).
- Délégation de signature à la directrice de la prospective, des statistiques et des systèmes d'information (JO n°66).
- Délégation de signature à la directrice de la réglementation et de la coopération (JO n°66).
- Délégation de signature au directeur de la valorisation des ressources humaines de la formation des professions et des métiers (JO n°66).
- Délégation de signature au directeur de l'administration générale (JO n°66).
- Délégation de signature à des sous-directeurs (JO n°66) (2 Arrêtés).
- Désignation des membres de la commission d'agrément des promoteurs immobiliers (JO n°64).
- Nomination des membres du conseil d'administration de la caisse nationale du logement (CNL) (JO n°64).

AU TITRE DU MINISTERE DES RESSOURCES EN EAU

Il convient de signaler ce qui suit :

- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation des travaux d'aménagement hydro agricole du périmètre d'irrigation du plateau d'El Esmam et de la vallée de l'Oued Sahel dans les wilayas de Bouira et de Béjaia (JO n°23).
- Exploitation et protection des eaux minérales naturelles et des eaux de source (JO n°25).
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la construction du barrage d'Ouldjet Mellegue dans les wilayas de Tébessa et de Souk Ahras (JO n°45).
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation des travaux de dédoublement de la conduite de transfert des eaux de Oued El Harrach, Chebli et Douéra dans les wilayas d'Alger et de Blida (JO n°63).

- Déclaration d'utilité publique l'opération relative au transfert des eaux souterraines de la nappe du Chott El Gharbi vers les agglomérations du sud de Tlemcen, du nord de Naâma, de l'ouest et du sud de Sidi Bel Abbès (JO n°63).
- Liste des marchés d'études et de services dispensés de la constitution de la caution de bonne exécution (JO n°19).
- Déclaration d'utilité publique l'opération d'expropriation relative au renforcement en eau potable du centre de Sidi Khelifa, wilaya de Mila (JO n°41).
- Déclaration d'utilité publique l'opération d'expropriation relative à la réalisation du projet d'alimentation en eau potable des communes de Mediouna, Sidi M'hamed Benali et Beni Zentis, wilaya de Relizane, à partir du barrage Kramis, wilaya de Mostaganem (JO n°53).
- Spécifications des eaux usées épurées utilisées à des fins d'irrigation (JO n°41).
- Liste des cultures pouvant être irriguées avec des eaux usées épurées (JO n°41).
- Organisation et fonctionnement de la commission permanente des eaux minérales naturelles et des eaux de source (JO n°25).
- Composition des membres du comité du bassin hydrographique « Algérois – Hodna – Soummam » (JO n°20).
- Composition des membres du comité du bassin hydrographique « Cheliff – Zahrez » (JO n°20).
- Composition des membres du comité du bassin hydrographique « Oranie – Chott-Chergui » (JO n°20).
- Composition des membres du comité du bassin hydrographique « Constantinois – Seybouse – Mellegue » (JO n°20).
- Composition des membres du comité du bassin hydrographique «Sahara» (JO n°20).
- Création de la commission sectorielle des marchés du ministère des ressources en eau (JO n°27).
- Composition de la commission sectorielle des marchés du ministère des ressources en eau. (JO n°27).

AU TITRE DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

Il convient de signaler ce qui suit :

- Liste des espèces végétales non cultivées protégées (JO n°3).
- Fixation de la composition de l'organe ad hoc ainsi que la procédure de mise en œuvre de la constatation de la non exploitation des terres agricoles (JO n°11).
- Réaménagement des statuts de l'institut national de la protection des végétaux (JO n°15).
- Détermination des disposition érigeant l'institut de technologie forestière en école nationale des forêts (ENAF) (JO n°30).
- Déclassement de parcelles de terres agricoles affectées pour la réalisation de projets publics de développement (JO n°59).
- Création de l'officie national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (O.N.I.L) (JO n°60).

- Nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale 302-111 intitulé « Fonds de développement rural et de la mise en valeur des terres par la concession » (JO n°47).
- Fixation du cadre d'organisation des concours sur épreuves et examens professionnels pour l'accès aux grades appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de l'agriculture (JO n°46).
- Fixation du cadre d'organisation des concours sur épreuves et examens professionnels pour l'accès aux grades appartenant aux corps spécifiques de l'autorité phytosanitaire (JO n°46).
- Fixation du cadre d'organisation des concours sur épreuves et examens professionnels pour l'accès aux grades appartenant aux corps des médecins vétérinaires, des inspecteurs vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes (JO n°46).
- Fixation du nombre de postes supérieurs au titre des corps des inspecteurs vétérinaires et des médecins vétérinaires spécialistes (JO n°5).
- Fixation de la composition et les conditions de fonctionnement de la commission chargée d'étudier les demandes des établissements pour la fabrication et la vente en gros des médicaments à usage vétérinaire (JO n°17).
- Liste des légumes, des viandes et des fruits concernés par l'opération de régulation (JO n°44).
- Nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-126 intitulé « Fonds spécial d'appui aux éleveurs et aux petits exploitants agricoles » (JO n°58)
- Classification de l'institut de technologie forestière ainsi que les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant (JO n°56).
- Classification des centres de formation d'agents techniques spécialisés des forêts ainsi que les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant (JO n°56).
- Fixation des modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-109 intitulé « Fonds de lutte contre la désertification et de développement du pastoralisme et de la steppe ». (JO n°56).
- Fixation des modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-121 intitulé « Fonds national de régulation de la production agricole » (JO n°56).
- Fixation des modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-067 intitulé « Fonds national de développement de l'investissement agricole » (JO n°56).
- Fixation des modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale 302-071 intitulé « Fonds de la promotion zoo sanitaire et de la protection phytosanitaire » (JO n°56).
- Fixation des modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale 302-126 intitulé « Fonds spécial d'appui aux éleveurs et aux petits exploitants agricoles » (JO n°58).
- Institution du fichier des exploitations agricoles (JO n°30).
- Création d'un réseau national d'observateurs ornithologues (JO n°14).
- Approbation de l'organisation interne de l'office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (JO n°49).
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (JO n°46).
- Fixation de la composition et le fonctionnement du bureau ministériel de la sûreté interne d'établissement au niveau du ministère de l'agriculture (JO n°42).

- Désignation des membres du conseil d'administration du bureau national d'études pour le développement rural (JO n°46).
- Nomination des membres du conseil d'administration de la société des courses hippiques et du pari mutuel (JO n°46).
- Détermination des dispositions relatives à l'obligation de la vaccination des chevaux contre la rage, la grippe, le tétanos et la rhino-pneumonie (JO n°44).
- Création d'un comité national des zones humides (JO n°47).
- Création de la commission sectorielle des marchés du ministère de l'agriculture et du développement rural (JO n°59).
- Désignation des membres de la commission sectorielle des marchés du ministère de l'agriculture et du développement rural (JO n°59).
- Fixation de la compétence territoriale des commissaires régionaux du haut commissariat au développement de la steppe (JO n°67).
- Inscription de variétés dans la liste A du catalogue officiel des espèces et variétés végétales autorisées à la production et à la commercialisation (JO n°67).
- Délégation de signature au directeur des services vétérinaires (JO n°56).

AU TITRE DU MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA VILLE

Il convient de signaler ce qui suit :

- Conditions et modalités d'élaboration du schéma directeur d'aménagement de l'aire métropolitaine et de son approbation (JO n°14).
- Déclaration d'utilité publique l'opération relative à l'aménagement du parc des Grands Vents (JO n°22).
- Création du conservatoire national des formations à l'environnement (JO n°23).
- Liste des espèces animales non domestiques protégées (JO n°35).
- Organisation de l'administration centrale du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement (JO n°71).
- Fixation des attributions du ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement (JO n°71).
- Organisation et fonctionnement de l'inspection général du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement (JO n°71).
- Liste des postes supérieurs des directions de l'environnement de wilayas, les conditions d'accès à ces postes ainsi que la bonification indiciaire y afférente (JO n°71).
- Fixation des modalités de traitement des déchets anatomiques (JO n°35).
- Organisation de l'administration centrale du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement en bureaux (JO n°54).
- Classement de l'agence nationale des changements climatiques et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant (JO n°54).
- Création du bulletin officiel du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement (JO n°56).

- Approbation du cahier des charges de sujétions de service public de l'agence nationale des déchets (JO n°45).
- Désignation des membres de la commission interministérielle des espaces verts (JO n°47).
- Désignation des membres du jury du prix national de la ville verte (JO n°47).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA PECHE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES

Il convient de signaler ce qui suit :

- Création, organisation et fonctionnement du laboratoire national de contrôle et d'analyse des produits de la pêche et de l'aquaculture et de la salubrité des milieux (JO n°31).
- Définissant les conditions et modalités d'octroi de la concession pour la création d'un établissement d'aquaculture (JO n°33).
- Définissant les types de balisage et de marquage spécifiques aux établissements d'exploitation des ressources biologiques marines ainsi que les modalités d'inscription du numéro de concession (JO n°9).
- Classification de l'institut national supérieur de pêche et d'aquaculture (I.N.S.P.A) ainsi que les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant (JO n°6).
- Conditions d'accès au programme et au régime des études pour l'obtention du diplôme de technicien supérieur de la pêche (JO n°17).
- Fixation du nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps communs au titre de l'administration centrale du ministère de la pêche et des ressources halieutiques (JO n°29).
- Désignation des membres du conseil national consultatif de la pêche et de l'aquaculture (JO n°20).
- Fixation du contenu du dossier de demande de concession pour la création d'un établissement d'aquaculture (JO n°65).
- Désignation des membres du conseil d'orientation de l'école de formation technique de pêche et d'aquaculture de Béni-Saf (JO n°65).
- Liste nominative des membres du conseil d'administration du centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture (CNRDPA) (JO n°65).
- Instituant des quotas de pêche au thon rouge pour les navires battant pavillon national exerçant dans les eaux sous juridiction nationale et fixant les modalités de leur répartition et de leur mise en œuvre (JO n°31).
- Liste de certains membres de la chambre algérienne de pêche et d'aquaculture (JO n°65).
- Fixation de la période de fermeture de la pêche de l'espadon dans les eaux sous juridiction nationale (JO n°65).
- Désignation des membres du conseil d'orientation de l'école de formation technique de pêche et d'aquaculture de Annaba (JO n°66).
- Désignation des membres du conseil d'orientation de l'école de formation technique de pêche et d'aquaculture d'El Kala (JO n°66).

AU TITRE DU MINISTERE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT**Il convient de signaler ce qui suit**

- Fixation des conditions et les modalités d'octroi de la concession d'utilisation et d'exploitation des eaux thermales (JO n°29).
- Statut-type de l'institut national d'hôtellerie et de tourisme (JO n°29).
- Détermination des dispositions érigeant l'institut national des techniques hôtelières et touristiques et le centre d'hôtellerie et de tourisme en instituts nationaux d'hôtellerie et de tourisme (JO n°29).
- Liste des postes supérieurs des services extérieurs du ministère du tourisme et de l'artisanat, les conditions d'accès à ces postes ainsi que la bonification indiciaire y afférente (JO n°59).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale du ministère du tourisme et de l'artisanat (JO n°49).
- Création, composition, organisation et fonctionnement de la commission sectorielle de la tutelle pédagogique sur l'école nationale supérieure du tourisme relevant du ministère du tourisme et de l'artisanat (JO n°7).
- Fixation du cadre d'organisation des concours sur épreuves et examens professionnels pour l'accès aux grades appartenant au corps des inspecteurs du tourisme (JO n°39).
- Fixation du cadre d'organisation des concours sur épreuves et examens professionnels pour l'accès aux grades appartenant au corps spécifique de l'administration chargée de l'artisanat (JO n°39).
- Organisation de l'administration centrale du ministère du tourisme et de l'artisanat en bureaux (JO n°26).
- Création du bulletin officiel du ministère du tourisme et de l'artisanat (JO n°26).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'office national du tourisme (JO n°29).
- Organisation administrative de l'école nationale supérieure du tourisme (JO n°39).
- Classification de l'office national du tourisme et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant (JO n°46).
- Organisation de la direction du tourisme et de l'artisanat de wilaya en bureaux (JO n°60).
- Création de commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère du tourisme et de l'artisanat (JO n°37).
- Composition des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère du tourisme et de l'artisanat (JO n°37).
- Nomination des membres du conseil d'administration de l'agence nationale de l'artisanat traditionnel (ANART) (JO n°37).
- Nomination des membres du conseil d'orientation de l'école nationale supérieure du tourisme (JO n°39).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA POSTES ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

- Fixation des attributions du ministre de la poste et des technologies de l'information et de la communication (JO n°6).
- Organisation de l'administration centrale du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication (JO n°6).
- Fixation des missions, organisation et fonctionnement de l'inspection générale des activités de la poste, des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication (JO n°6).
- Création de la direction de wilaya de la poste et des technologies de l'information et de la communication et fixant son organisation (JO n°6).
- Fixation de la liste des postes supérieurs des services extérieurs du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication, les conditions d'accès à ces postes ainsi que la bonification indiciaire y afférente (JO n°40).
- Organisation de l'administration centrale du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication (JO n°57).
- Fixation des modalités applicables aux équipements des systèmes d'identification par fréquences radioélectriques (RFID) (JO n°58).
- Fixation de la liste des études, fournitures et services spécifiques aux technologies de l'information et de la communication ne nécessitant pas le recours à un appel d'offres (JO n°6).
- Fixation du cadre d'organisation des concours sur épreuves, examens et tests professionnels pour l'accès aux corps et grades spécifiques à l'administration chargée de la poste et des technologies de l'information et de la communication (JO n°41).
- Remplacement des membres du conseil d'orientation de l'institut national des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication (JO n°6).
- Liste nominative des membres du conseil d'administration de l'agence nationale de promotion et de développement des parcs technologiques (JO n°6).
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'agence nationale de radionavigation maritime (JO n°6).
- Liste nominative des membres du conseil d'administration « d'Algérie poste » (JO n°6).
- Création de commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication (JO n°43).
- Renouvellement de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de la poste et des technologies de l'information et de la communication (JO n°43).

AU TITRE DU MINISTERE DES TRANSPORTS

Il convient de signaler ce qui suit :

- Déclaration d'utilité publique l'opération de travaux de doublement de la voie avec rectification du tracé entre les gares ferroviaires d'El Affroun et de Khemis Miliana de la ligne Alger/Oran (JO n°9).
- Déclaration d'utilité publique l'opération de réalisation de la nouvelle ligne ferroviaire Tissemsilt-Boughzoul- M'Sila (JO n°9).

- Déclaration d'utilité publique l'opération de réalisation de la nouvelle ligne ferroviaire Relizane-Tiaret-Tissemsilt (JO n°9).
- Déclaration d'utilité publique l'opération de réalisation de la nouvelle ligne ferroviaire Mecheria-El Bayadh (JO n°9).
- Déclaration d'utilité publique l'opération de réalisation de la nouvelle ligne ferroviaire Saïda – Tiaret (JO n°9).
- Organisation, fonctionnement et missions de l'autorité organisatrice des transports urbains (JO n°15).
- Fixation des conditions d'organisation et de contrôle des établissements d'enseignement de la conduite automobile (JO n°15).
- Organisation et fonctionnement du centre national des permis de conduire (JO n°17).
- Déclaration d'utilité publique l'opération de réalisation de la première ligne de tramway à Sidi Bel Abbès (JO n°25).
- Déclaration d'utilité publique l'opération de réalisation d'une ligne de télécabines et téléphériques combinés dans la wilaya de Tizi Ouzou reliant « Kef Naâdja-nouvelle ville stade du 1^{er} Novembre – haute ville –Sidi Baloua-Redjaoua » (JO n°25).
- Création des autorités organisatrices des transports urbains de certaines wilayas (JO n°25).
- Réglementation du transport par taxi (JO n°33).
- Déclaration d'utilité publique l'opération d'extension de la réalisation de la première ligne du métro d'Alger de la place Emir Abdelkader vers la place des martyrs (JO n°43).
- Déclaration d'utilité publique l'opération de réalisation de la première ligne de tramway de Mostaganem (JO n°62).
- Déclaration d'utilité publique l'opération de réalisation de la première ligne de tramway de Ouargla (JO n°62).
- Déclaration d'utilité publique l'opération de réhabilitation et de modernisation des installations ferroviaires de la ligne Béni Mansour / Béjaïa (JO n°62).
- Organisation de l'administration centrale du ministère des transports en bureaux (JO n°42).
- Nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-125 intitulé « Fonds spécial pour le développement des transports publics » (JO n°38).
- Fixation des Modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-125 intitulé « Fonds spécial pour le développement des transports publics » (JO n°38).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des établissements publics à caractère administratif relevant du ministère des transports (JO n°34).
- Fixation des conditions et les modalités de réception des ouvrages et des infrastructures ferroviaires et de leur transfert à l'établissement chargé de la gestion et/ou de l'exploitation du réseau ferroviaire (JO n°57).

AU TITRE DU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Il convient de signaler ce qui suit :

- Amendement du statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'éducation nationale (JO n°34).
- Création et suppression de collèges (JO n°36).
- Création et suppression de lycées (JO n°36).
- Institution du régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'éducation nationale (JO n°65).
- Organisation en bureaux de l'administration centrale du ministère de l'éducation nationale (JO n°27).
- Fixation du nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'éducation nationale (JO n°58).
- Délégation du pouvoir de nomination et de gestion administrative aux directeurs de l'éducation de wilayas (JO n°18).

**AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

Il convient de signaler ce qui suit :

- Transformation de l'agence nationale pour le développement de la recherche universitaire en agence thématique de recherche en sciences et technologie (JO n°7).
- Transformation de l'agence nationale pour le développement de la recherche en santé en agence thématique de recherche en sciences de la santé (JO n°7).
- Institution du régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps des personnels de soutien à la recherche (JO n°7).
- Amendement des dispositions relatives à la création de l'université de Blida (JO n°9).
- Amendement des dispositions relatives à la création de l'université de Mostaganem (JO n°9).
- Création de l'agence thématique de recherche en biotechnologie et sciences agroalimentaires (JO n°14).
- Création de l'agence thématique de recherche en sciences sociales et humaines (JO n°14).
- Création de l'agence thématique de recherche en sciences de la nature et de la vie (JO n°14).
- Transformation de l'institut supérieur maritime en école hors université (JO n°29).
- Création de l'université de Bouira (JO n°35).
- Création de l'université d'El Tarf (JO n°35).
- Création de l'université d'El Oued (JO n°35).

- Création de l'université de Bordj Bou Arréridj (JO n°35).
- Création de l'université de Souk Ahras (JO n°35).
- Création de l'université de Khenchela (JO n°35).
- Création de l'université de Khemis Miliana (JO n°35).
- Création de l'université de Ghardaia (JO n°35).
- Amendement des dispositions relatives à la création de l'université d'Alger 2 (JO n°39).
- Amendement des dispositions relatives à la création de l'université d'Oran (JO n°40).
- Amendement des dispositions relatives à la création de l'université de Sidi Bel Abbès (JO n°40).
- Amendement des dispositions relatives à la création de l'université de Guelma (JO n°40).
- Fixation des modalités de bénéfice du congé scientifique (JO n°41).
- Missions, organisation et fonctionnement des services communs de recherche scientifique et technologique (JO n°44).
- Amendement des dispositions relatives à la création de l'université d'Adrar (JO n°46).
- Création d'un centre universitaire à Illizi (JO n°46).
- Amendement des dispositions relatives à la création d'un centre universitaire à Tissemsilt (JO n°48).
- Création du centre de recherche en technologie des semi-conducteurs pour l'énergétique (CRTSE) (JO n°49).
- Amendement des dispositions relatives à la création de l'université de Mostaganem (JO n°57).
- Amendement des dispositions relatives à la création de l'université de M'Sila (JO n°57).
- Amendement des dispositions relatives à la création de l'université de Jijel (JO n°57).
- Amendement des dispositions relatives à la création de l'université de Tébessa (JO n°57).
- Amendement des dispositions relatives à la création de l'université de Mascara (JO n°57).
- Changement de la dénomination de l'école normale supérieure d'enseignement technologique d'Oran en école nationale polytechnique d'Oran (JO n°60).
- Réaménagement du statut du centre d'études et de recherche des télécommunications (CERT) et changement de sa dénomination en centre d'études et de recherche des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication (CERTIC) (JO n°63).
- Amendement des dispositions relatives à la création d'un centre universitaire à Tamenghasset (JO n°65).
- Amendement des dispositions relatives à la création de l'université d'Alger 3 (JO n°69).
- Liste des marchés d'études et de services dispensés de la constitution de la caution de bonne exécution (JO n°28).
- Liste des structures déconcentrées de l'office national des œuvres universitaires susceptibles d'instituer une commission des marchés publics (JO n°29).

- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'administration centrale du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (JO n°46).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'université de la formation continue (JO n°46).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des universités (JO n°53).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des centres universitaires (JO n°54).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des écoles hors université (JO n°54).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des agences de recherche (JO n°54).
- Fixation de nombre de postes supérieurs des corps des enseignants chercheurs (JO n°28).
- Fixation de coefficient correcteur servant à la détermination de la rémunération des personnels étrangers recrutés au sein des établissements d'enseignement et de formation supérieurs (JO n°15).
- Cadre d'organisation des concours sur épreuves, examens et tests professionnels pour l'accès aux différents grades appartenant aux corps spécifiques de l'enseignement supérieur (JO n°27).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de la direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique (JO n°29).
- Création des directions des oeuvres universitaires et fixation de leur siège, de la liste et de la consistance des résidences universitaires qui leur sont rattachées (JO n°55).
- Fixation des modalités de prise en charge des frais de transport et de séjour de l'enseignant chercheur hospitalo-universitaire ou de l'enseignant chercheur exerçant à l'étranger invité à accomplir des activités de recherche dans le cadre des projets nationaux de recherche (JO n°28).
- Nomenclature des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale n° 302-082 intitulé « Fonds national de la recherche scientifique et du développement technologique » (JO n°57).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des services centraux et déconcentrés de l'office national des oeuvres universitaires (JO n°60).
- Fixation des modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n°302-082 intitulé « Fonds national de la recherche scientifique et du développement technologique » (JO n°57).
- Création d'une annexe de l'université de Laghouat dans la ville d'Aflou (JO n°57).
- Création d'une annexe de l'université de Tiaret dans la ville de Sougueur (JO n°57).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA CULTURE

Il convient de signaler ce qui suit

- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-123 intitulé « Fonds national du patrimoine culturel » (JO n°7).

- Fixation des modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-092 intitulé « Fonds national pour la promotion et le développement des arts et des lettres » (JO n°7).
- Création du centre algérien du patrimoine culturel bâti en terre et fixant son organisation et son fonctionnement (JO n°9).
- Fixation des statuts de l'office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés (JO n°13).
- Fixation des modalités d'attribution de l'aide publique à la cinématographie et déterminant les modalités de création, la composition, l'organisation, le fonctionnement et le renouvellement du comité de lecture et d'aide à la cinématographie (JO n°13).
- Création de la commission spécialisée d'aide aux arts et aux lettres au titre du compte d'affectation spéciale n° 302-092 intitulé « Fonds national pour la promotion et le développement des arts et des lettres » (JO n°16).
- Approbation du plan permanent de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé « La Casbah d'Alger » (JO n°18).
- Création de la commission spécialisée d'aide et de financement au titre du Fonds national du patrimoine culturel et fixant les modalités de leur attribution (JO n°20).
- Création du palais de la culture de Tlemcen et fixant son organisation et son fonctionnement (JO n°25).
- Création du centre des arts et des expositions et fixant son organisation et son fonctionnement (JO n°25).
- Création d'un musée public national de la calligraphie islamique (JO n°25).
- Création du musée public national d'art et d'histoire de la ville de Tlemcen (JO n°26).
- Création du musée public national d'archéologie islamique de la ville de Tlemcen (JO n°26).
- Statut des bibliothèques principales de lecture publique (JO n°34).
- Statut-type des Palais de la culture (JO n°39).
- Statut de l'office national du parc culturel de l'Ahaggar (JO n°44).
- Statut de l'office national du parc culturel du Tassili N'Ajjer (JO n°44).
- Création du centre d'interprétation à caractère muséal du costume algérien traditionnel et des traditions populaires à l'occasion de la célébration de fêtes et de cérémonies musulmanes et fixant son organisation et son fonctionnement (JO n°46).
- Classification du centre national de recherche en archéologie et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant (JO n°37).
- Classification du centre national des manuscrits et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant (JO n°37).
- Classification du musée national de Tébessa et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant (JO n°37).
- Classification du musée national de l'enluminure, de la miniature et de la calligraphie et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant (JO n°37).
- Création d'une annexe de la bibliothèque de lecture publique de la wilaya D'Oum El Bouaghi (JO n°44).
- Création de deux annexes de la bibliothèque de lecture publique de la wilaya de Mascara (JO n°44).

- Classification du musée régional de Chlef et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant (JO n°37).
- Classification du musée régional de Khenchela et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant (JO n°37).
- Fixation du nombre de postes supérieurs des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de la culture (JO n°25).
- Fixation du nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre des services extérieurs du ministère de la culture (JO n°25).
- Classification de la bibliothèque nationale d'Algérie et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant (JO n°52).
- Classification des écoles régionales des beaux-arts (ERBA) et leurs annexes et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant (JO n°52).
- Classification de l'office du palais de la culture et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant (JO n°52).
- Classification de l'office du parc culturel du Tassili et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant (JO n°52).
- Classification de l'institut supérieur des métiers des arts du spectacle et de l'audiovisuel et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant (JO n°52).
- Organisation interne de l'école nationale de conservation et de restauration des biens culturels (JO n°38).
- Création d'annexes de la bibliothèque de lecture publique de la wilaya de Djelfa (JO n°59).
- Création de deux annexes de la bibliothèque de lecture publique de la wilaya d'El Oued (JO n°59).
- Création de deux annexes de la bibliothèque de lecture publique de la wilaya de Biskra (JO n°59).
- Création d'une annexe de la bibliothèque de lecture publique de la wilaya de Tébessa (JO n°59).
- Création d'annexes de la bibliothèque de lecture publique de la wilaya de Sidi Bel Abbès (JO n°59).
- Création d'une annexe de la bibliothèque de lecture publique de la wilaya de Tissemsilt (JO n°59).
- Classification du centre des arts et de la culture du palais des Raïs et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant (JO n°52).
- Fixation du nombre de postes supérieurs des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs au titre des établissements publics à caractère administratif, scientifique et technologique sous la tutelle du ministère de la culture (JO n°69).
- Remplacement d'un membre du conseil d'orientation de la bibliothèque de lecture publique de la wilaya d'Adrar (JO n°5).
- Remplacement d'un membre du conseil d'orientation de la bibliothèque de lecture publique de la wilaya de Aïn Témouchent (JO n°5).
- Liste nominative des membres du conseil d'orientation de la bibliothèque de lecture publique de la wilaya de M'Sila (JO n°5).

- Remplacement d'un membre au conseil d'administration du théâtre régional de Annaba (JO n°5).
- Remplacement d'un membre de la commission chargée de l'acquisition des biens culturels (JO n°6).
- Remplacement d'un membre du conseil d'orientation de la bibliothèque de lecture publique de la wilaya d'Oum El Bouaghi (JO n°6).
- Remplacement d'un membre du conseil d'administration du théâtre régional d'Oum El Bouaghi (JO n°47).
- Remplacement d'un membre du conseil d'administration du théâtre régional de Skikda (JO n°47).
- Nomination des membres du conseil d'orientation de l'école régionale des beaux-arts de Tipaza (JO n°47).
- Institutionnalisation du festival culturel international de la promotion des architectures de terre (JO n°23).
- Nomination des membres du conseil d'orientation du centre algérien de la cinématographie (JO n°47).
- Ouverture d'instance de classement de « La mosquée Sidi El Benna » (JO n°31).
- Ouverture d'instance de classement de « La mosquée Sidi Zakri » (JO n°31).
- Ouverture d'instance de classement de « La mosquée Sidi Abou Abd Allah El-Charif El Tlemceni » (JO n°31).
- Ouverture d'instance de classement de « La mosquée Sidi Zayed » (JO n°31).
- Ouverture d'instance de classement de « La mosquée Sidi saad » (JO n°31).
- Ouverture d'instance de classement de « La mosquée Sidi El-Yadoun » (JO n°31).
- Ouverture d'instance de classement de « La mosquée El Chorfa » (JO n°31).
- Ouverture d'instance de classement du site archéologique de « Aïn El Hanech » (JO n°31).
- Ouverture d'instance de classement de « Bordj Bab El-Hadid » (JO n°31).
- Liste nominative des membres du conseil d'administration du ballet national (JO n°47).
- Liste nominative des membres du conseil d'orientation du musée national de Tébessa (JO n°47).
- Liste nominative des membres du conseil d'orientation du musée national de Cherchell (JO n°47).
- Désignation des membres du conseil d'administration du théâtre régional de Batna (JO n°47).
- Nomination des membres du conseil d'orientation du centre des arts et de la culture du Palais des Raïs (JO n°38).
- Plan de protection et de mise en valeur du site archéologique de Tipaza et de sa zone de protection (JO n°17).
- Désignation des membres du conseil d'orientation de l'institut national de formation supérieure de musique (JO n°47).
- Ouverture d'instance de classement de la maison de l'artiste peintre Mohamed Khada (JO n°62).
- Institution de la commission sectorielle des marchés du ministère de la culture (JO n°42).
- Composition de la commission sectorielle des marchés du ministère de la culture (JO n°42).
- Nomination des membres du conseil d'orientation de l'école régionale des beaux-arts à Azazga (JO n°55).

- Désignation des membres du conseil d'administration du théâtre régional de Béjaïa (JO n°55).
- Institutionnalisation du festival culturel local du théâtre professionnel de Guelma (JO n°55).
- Remplacement de deux membres du conseil d'orientation de la bibliothèque de lecture publique de la wilaya de Béjaïa (JO n°69).
- Remplacement de deux membres au conseil d'administration de l'office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés (JO n°69).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA COMMUNICATION

- Promulgation de la loi relative à l'information (JO n°2).
- Statut de l'établissement public de télédiffusion d'Algérie (JO n°30).
- Création des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de la communication (JO n°29).
- Renouvellement de la composition des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires de l'administration centrale du ministère de la communication (JO n°29).
- Création d'une commission de recours auprès de l'administration centrale du ministère de la communication (JO n°34).
- Composition de la commission de recours créée auprès de l'administration centrale du ministère de la communication (JO n°34).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA FORMATION ET DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS

- Réaménagement du statut de l'institut national de développement et de promotion de la formation continue et changeant sa dénomination en office national de développement et de promotion de la formation continue (JO n°9).
- Approbation du schéma directeur de la formation et de l'enseignement professionnels (JO n°15).
- Statut-type des instituts nationaux spécialisés de formation professionnelle (I.N.S.F.P) (JO n°17).
- Création d'instituts nationaux spécialisés de formation professionnelle (JO n°48).
- Création de centres de formation professionnelle et de l'apprentissage (CFPA) et érigeant des annexes de centres de formation professionnelle et de l'apprentissage en centres de formation professionnelle et de l'apprentissage (CFPA) (JO n°48).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'institut national de la formation et de l'enseignement professionnels (JO n°14).
- Cadre d'organisation des concours sur épreuves et examens professionnels pour l'accès aux différents grades appartenant aux corps spécifiques de la formation et de l'enseignement professionnels (JO n°14).
- Organisation interne de l'institut de formation et d'enseignement professionnels (JO n°47).

- Fixation des modalités de financement des olympiades de la formation et de l'enseignement professionnels (JO n°64).
- Fixation des conditions et des modalités de délivrance des diplômes sanctionnant les cycles de formation professionnelle initiale (JO n°30).

AU TITRE DU MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DES WAKFS

Il convient de signaler ce qui suit :

- Création, organisation et fonctionnement de l'inspection générale du ministère des affaires religieuses et des wakfs (JO n°15).
- Liste des postes supérieurs des services extérieurs du ministère des affaires religieuses et des wakfs, les conditions d'accès à ces postes ainsi que la bonification indiciaire y afférente (JO n°19).
- Placement en position d'activité, auprès du ministère des affaires religieuses et des wakfs et de certains établissements publics en relevant, de certains corps spécifiques de l'éducation nationale (JO n°43).
- Placement en position d'activité, auprès du ministère des affaires religieuses et des wakfs et des services extérieurs en relevant, de certains corps techniques spécifiques de l'habitat et de l'urbanisme (JO n°44).
- Organisation de l'administration centrale du ministère des affaires religieuses et des wakfs en bureaux (JO n°56).
- Liste des activités, travaux et prestations pouvant être effectués par l'école nationale de formation et de perfectionnement des cadres de l'administration des affaires religieuses et des wakfs et les instituts nationaux de la formation spécialisée des corps spécifiques de l'administration des affaires religieuses et des wakfs, en sus de leurs missions principales et les modalités d'affectation des revenus y afférents (JO n°51).

F/ SECTEUR AFFAIRES SOCIALES

AU TITRE DU MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SECURITE SOCIALE

- Création du centre national de la carte électronique de l'assuré social « CHIFA » (JO n°13).
- Création, organisation et fonctionnement de l'école supérieure de la sécurité sociale (JO n°20).
- Convention-type conclue entre les organismes de sécurité sociale et les opticiens lunettiers (JO n°20).
- Fixation de l'assiette et du taux de cotisation et les prestations de sécurité sociale auxquelles ouvrent droit les journalistes et les collaborateurs de presse contractuels ainsi que les universitaires et les experts contribuant aux activités journalistiques rémunérées à la tâche (JO n°67).
- Organisation interne de la caisse nationale de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (JO n°9).
- Organisation interne de l'office national d'appareillages et d'accessoires pour personnes handicapées (JO n°9).
- Conditions d'octroi de l'indemnité compensatrice des frais d'hébergement, de restauration et de transport aux administrateurs de la caisse nationale d'assurance-chômage (JO n°17).
- Liste nominative des membres du comité sectoriel permanent de recherche scientifique et de développement technologique du ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale (JO n°54).

- Remboursement des frais de déplacement et de l'indemnité compensatrice de perte de salaire aux administrateurs des caisses de sécurité sociale (JO n°17).
- Nomination des membres du conseil d'administration de la caisse nationale des retraites (JO n°54).
- Organisation interne de l'agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (JO n°36).
- Fixation des tarifs de référence servant de base au remboursement des médicaments et les modalités de leur mise en œuvre (JO n°12).
- Organisation interne de la caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (JO n°16).
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'institut national du travail (JO n°50).
- Agrément d'organismes privés de placement des travailleurs (6 Arrêtés) (JO n°52).
- Retrait d'agrément à un organisme privé de placement des travailleurs (JO n°52).
- Agrément d'agents de contrôle de la sécurité sociale (JO n°51).
- Fixation du montant des honoraires des médecins experts désignés dans le cadre du contentieux médical de sécurité sociale (JO n°36).
- Désignation des membres du conseil d'orientation de l'agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (JO n°50).
- Organisation et fonctionnement de la commission nationale de recours de la caisse nationale d'assurance-chômage ainsi que les modalités d'examen et le contenu des dossiers de recours relatifs aux projets d'investissement des chômeurs promoteurs (JO n°57).
- Organisation et fonctionnement de la commission nationale de recours de l'agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes ainsi que les modalités d'examen et le contenu des recours relatifs aux dossiers des projets d'investissement des jeunes promoteurs (JO n°57).
- Désignation des membres du conseil d'administration de l'institut national de la prévention des risques professionnels (JO n°66).
- Délégation de signature à l'inspecteur général du travail (JO n°42).
- Délégation de signature au directeur de l'administration et de la formation à l'inspection générale du travail (JO n°42).
- Délégation de signature au sous-directeur du budget et de la comptabilité (JO n°42).
- Revalorisation des pensions, allocations et rentes de sécurité sociale (JO n°45).
- Délégation de signature à l'inspecteur général du travail (JO n°62).
- Délégation de signature au directeur de l'administration et de la formation à l'inspection générale du travail (JO n°62).
- Délégation de signature au sous-directeur du budget et de la comptabilité (JO n°62).

AU TITRE DU MINISTERE DES MOUDJAHIDINE

- Revalorisation du montant des pensions des moudjahidine et ayants droit de chouchada et de moudjahidine, des victimes civiles et des victimes d'engins explosifs ainsi que leurs ayants droit (JO n°71).

- Liste des marchés d'études et de services dispensés de la caution de bonne exécution (JO n°24).
- Liste des marchés d'études, de fournitures et de services spécifiques ne nécessitant pas le recours à un appel d'offres (JO n°30).
- Placement en position d'activité, auprès du ministère des moudjahidine et des services en relevant, de certains corps spécifiques de la culture (JO n°24).
- Création d'une commission de recours auprès de l'administration centrale du ministère des moudjahidine (JO n°53).
- Fixation de la composition de la commission de recours auprès de l'administration centrale du ministère des moudjahidine (JO n°53).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Il convient de signaler ce qui suit :

- Fixation des conditions de création, d'organisation et de fonctionnement des centres de vacances et de loisirs pour jeunes (JO n°16).
- Création d'une école nationale et d'une école régionale des sports olympiques (JO n°16).
- Création d'une école nationale et d'écoles régionales de football (JO n°16).
- Statut de l'athlète d'élite et de haut niveau (JO n°53).
- Création, organisation et fonctionnement des classes « sports-études » (JO n°69).
- Création des classes « Sport – Etudes » (JO n°14).
- Classification du centre national de médecine du sport et les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant (JO n°44).
- Cadre d'organisation des concours sur épreuves et examens professionnels pour l'accès aux grades appartenant aux corps spécifiques à l'administration chargée de la jeunesse et des sports (JO n°46).
- Organisation administrative de l'école nationale supérieure en science et technologie du sport de Dely Brahim ainsi que la nature et l'organisation de ses services techniques (JO n°44).
- Création des classes "Sport - Etudes" (JO n°55)
- Création d'une annexe du lycée sportif national à Oum El Bouaghi (JO n°46).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA SANTE, DE LA POPULATION ET DE LA REFORME HOSPITALIERE

Il convient de signaler ce qui suit :

- Création, organisation et fonctionnement de la pharmacie centrale des hôpitaux (JO n°1).
- Institution d'une prime d'amélioration des prestations de soins au profit de l'enseignant chercheur hospitalo-universitaire relevant des établissements publics de santé (JO n°8).
- Création, organisation et fonctionnement du comité national de prévention et de lutte contre les infections sexuellement transmissibles et le syndrome d'immuno-déficience acquise (SIDA) (JO n°16).
- Création, organisation et fonctionnement de l'agence nationale des greffes (JO n°22).

- Création, organisation et fonctionnement des établissements hospitaliers d'ophtalmologie (JO n°41).
- Amendement des dispositions relatives à la création de l'école nationale de santé publique (JO n°46).
- Définissant les niveaux d'intervention, d'action et de dose en cas de situation d'urgence radiologique ou nucléaire (JO n°17).
- Signalisation particulière des zones réglementées contenant des sources de rayonnements ionisants (JO n°17).
- Conditions d'utilisation des dosimètres individuels (JO n°17).
- Fixation des critères de classement des établissements hospitaliers spécialisés et des secteurs sanitaires et leur classement (JO n°19).
- Fixation de la nature des épreuves et les modalités d'organisation et de déroulement du concours sur épreuves pour l'accès au grade de praticien spécialiste principal de santé publique (JO n°19).
- Fixation des modalités d'organisation, des programmes ainsi que les conditions d'accès à la formation spécialisée concernant certains grades appartenant au corps des administrateurs des services de santé (JO n°16).
- Fixation des règles et activités du service hospitalo-universitaire et de l'unité hospitalo-universitaire (JO n°19).
- Fixation des modalités de désignation en qualité de chef de service hospitalo-universitaire par intérim (JO n°19).
- Fixation des modalités d'établissement des listes d'aptitude en vue de la nomination au poste supérieur de chef d'unité hospitalo-universitaire (JO n°19).
- Critères de classification des établissements publics hospitaliers et des établissements publics de santé de proximité ainsi que leur classement (JO n°20).
- Classification des établissements publics hospitaliers, les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant ainsi que la bonification indiciaire y afférent (JO n°20).
- Classification des établissements publics de santé de proximité, les conditions d'accès aux postes supérieurs en relevant ainsi que la bonification indiciaire y afférente (JO n°20).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre de l'agence nationale du sang (JO n°17).
- Critères de sélection des candidats appartenant aux corps des praticiens médicaux généralistes de santé publique pour l'accès à la formation pour l'obtention du certificat d'études spécialisées en sciences médicales (JO n°66).
- Fixation des modalités d'organisation et de déroulement du concours pour la nomination au poste supérieur de chef de service hospitalo-universitaire (JO n°43).
- Création, composition, organisation et fonctionnement de la commission sectorielle pour l'exercice de la tutelle pédagogique sur les instituts nationaux de formation supérieure paramédicale et de sages-femmes relevant du ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière (JO n°62).
- Création des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des fonctionnaires appartenant à certains corps communs et aux corps des ingénieurs en habitat et urbanisme des architectes, des pharmaciens, des ouvriers professionnels, des conducteurs automobiles et des appariteurs au titre de l'administration centrale du ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière (JO n°29).

- Composition des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des fonctionnaires appartenant à certains corps communs et aux corps des ingénieurs en habitat et urbanisme, des architectes, des pharmaciens, des ouvriers professionnels, des conducteurs automobiles et des appariteurs au titre de l'administration centrale du ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière (JO n°29).
- Fixation des modalités d'organisation et contenu des programmes de la formation complémentaire des élèves paramédicaux, en cours de formation, des promotions 2011, 2012 et 2013, préalable à leur nomination dans le grade de paramédical de santé publique (JO n°21).
- Fixation des modalités d'organisation et contenu du programme de la formation complémentaire des élèves sages-femmes, en cours de formation, des promotions 2011, 2012 et 2013, préalable à leur nomination dans le grade de sage-femme (JO n°21).
- Fixation des modalités d'organisation et contenu du programme de la formation complémentaire des élèves auxiliaires médicaux en anesthésie réanimation, en cours de formation, des promotions 2011, 2012 et 2013, préalables à leur nomination dans le grade d'auxiliaire médical en anesthésie réanimation (JO n°21).
- Fixation des normes des locaux et des équipements des établissements privés de formation paramédicale (JO n°50).
- Institution de la commission sectorielle des marchés du ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière (JO n°56).
- Composition et de la commission sectorielle des marchés du ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière (JO n°56).

AU TITRE DU MINISTERE DE LA SOLIDARITE NATIONALE , DE LA FAMILLE ET DE LA CONDITION DE LA FEMME

Il convient de signaler ce qui suit :

- Statut-type des établissements pour enfants assistés (JO n°5).
- Statut-type des établissements d'éducation et d'enseignement spécialisés pour enfants handicapés (JO n°5).
- Amendement des dispositions relatives à la création du dispositif d'activités d'insertion sociale (JO n°9).
- Conditions de placement ainsi que les missions, l'organisation et le fonctionnement des établissements spécialisés et des structures d'accueil des personnes âgées (JO n°16).
- Réaménagement du statut-type des établissements spécialisés de la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence (JO n°21).
- Création d'établissements d'éducation et d'enseignement spécialisés pour enfants handicapés (JO n°46).
- Création d'établissements pour enfants assistés (JO n°46).
- Création d'un centre spécialisé de rééducation (JO n°46).
- Création d'établissements d'éducation et d'enseignement spécialisés pour enfants handicapés (JO n°48).
- Création d'un établissement pour enfants assistés (JO n°48).
- Cadre d'organisation des concours sur épreuves et examens professionnels pour l'accès aux grades appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de la solidarité nationale (JO n°39).

- Organisation de l'administration centrale du ministère de la solidarité nationale et de la famille en bureaux (JO n°19).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au titre des centres nationaux de formation et des centres nationaux d'accueil pour jeunes filles et femmes victimes de violences et en situation de détresse sous tutelle du ministère de la solidarité nationale et de la famille (JO n°19).
- Fixation des effectifs par emploi, leur classification et la durée du contrat des agents exerçant des activités d'entretien, de maintenance ou de service au niveau des directions de wilayas de l'action sociale et de la solidarité (JO n°38).
- Création des commissions paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère l'emploi et de la solidarité nationale (JO n°35).
- Renouvellement de la composition des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des corps des fonctionnaires du ministère de la solidarité nationale et de la famille (JO n°35).
- Nomination des membres du conseil d'orientation du centre national d'accueil pour jeunes filles et femmes victimes de violences et en situation de détresse de Bou Smaïl, wilaya de Tipaza (JO n°47).

Secteur de la codification et de l'information juridique.

Durant l'année 2012, le secteur de la codification et de l'information juridique a réalisé les travaux suivants:

1 / Base de données juridiques :

Etat quantitatif des textes traités:

2692

Répartis comme suit :

- Loi et ordonnance : 12
- Décret présidentiel : 1628 dont

{	<ul style="list-style-type: none">- 25 ratifications de conventions et accords internationaux,- 128 textes réglementaires,- 1475 décisions individuelles.
---	---
- Décret exécutif : 305
- Arrêté interministériel : 216
- Arrêté ministériel : 490
- Décision, avis et règlement : 41

2 / Codification :

A) Travaux réalisés :

mise à jour de :

- Code des douanes, amendé,
- Code de procédures fiscales, amendé,
- Code des marchés publics, amendé
- Code pénal, amendé,
- Code électoral,
- Code de l'information.

B) travaux en cours de réalisation :

- Code des pensions militaire,
- Code des hydrocarbures.

C) Recueils de textes :

- Actualisation au 31 décembre 2012 du recueil des conventions et accords signés par l'Algérie depuis 1962.

CONCLUSION

Dans le cadre des missions et des attributions qui lui sont dévolues pour la mise en œuvre des réformes concrétisant les engagements du Président de la République, notamment, la consolidation de l'Etat de droit, la consolidation de la stabilité, la consécration de la démocratie, le renforcement de la concorde civile, la réconciliation nationale et l'intégration de l'Algérie dans l'économie mondiale, le Secrétariat Général du Gouvernement veille aujourd'hui plus qu'auparavant, à renforcer son action en vue de l'adapter aux profondes mutations que connaît le pays dans les domaines de la pluralité politique, la libéralisation de l'économie et le réaménagement des structures socio-culturelles.

Devant toutes ces exigences, il convient de déployer davantage d'efforts pour renforcer les moyens humains et techniques du Secrétariat Général du Gouvernement à travers la modernisation et l'amélioration de son encadrement.

Ces efforts sont destinés à l'amélioration de ses capacités dans le traitement des données juridiques nécessaires à l'activité normative de l'Etat.